

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

"L'inauguration officielle aura lieu le 1^{er} novembre prochain"

P. 24

PRÉSIDENT

Le Président Tebboune préside aujourd'hui la réunion périodique du Conseil des ministres

P. 24

ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Le Président Tebboune préside la sortie de trois promotions d'officiers

P. 24

CÉLÉBRATION DU 20 AOÛT 1955 ET 1956

Tebboune : «un scellement de la fusion Moudjahidine-peuple et un acquis à travers l'organisation de la lutte armée»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi dans un message à l'occasion du double anniversaire de l'offensive du Nord constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam, que le premier événement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple jusqu'à la victoire, et le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée. Le message a été lu par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni, qui a présidé, jeudi à Bordj Bou Arreridj les festivités de la célébration officielle de la journée nationale du Moudjahid, commémorée annuellement le 20 août.

P. 4 DKnews/APS



DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT

Appel à la création de compagnies aériennes low-cost

P. 6

SERVICES FINANCIERS

Appel à la création d'une banque de logement pour la collecte de l'épargne des ménages

P. 6

COVID-19

Pour un plafonnement des tarifs des tests sérologiques

P. 10

SANTÉ

SCOLIOSE

Comment la dépister ?

P.p 12-13

FOOTBALL

TRANSFERTS
Accord verbal trouvé entre Leicester et le Stade Rennais pour Slimani

P. 21



LITTÉRATURE - PARUTION

"Le sel de tous les oublis", dernier roman de Yasmina Khadra

P. 16

PLAGE-OUVERTURE

La plage du Club des Pins désormais ouverte au public

P. 2

PLAGE - OUVERTURE

La plage du Club des Pins désormais ouverte au public



La plage du Club des Pins, habituellement réservée aux locataires de cette résidence d'Etat à Alger, a été ouverte, vendredi, au public, a constaté sur place un journaliste de l'APS. Même si l'information n'a pas été confirmée de sources officielles, elle a largement circulé sur les réseaux sociaux, si bien que la plage en question a été prise d'assaut par des centaines de citoyens qui y ont afflué tout au long de la journée.

A 18 h passées, le dispositif sécuritaire mis en place à l'entrée de ladite plage a du refouler, faute de places au parking, les automobilistes qui continuaient d'arriver, en longue procession, en familles ou entre amis, pour renouer avec un site qui ne leur était pas accessible durant 29 longues années.

Nos tentatives de contacter des responsables du secteur pour avoir de plus amples informations se sont avérées vaines.

PERSONNALITÉ - DÉCÈS

Mohamed Lazouni "Chorti El Mokhfi" n'est plus

Le commissaire principal à la retraite, Mohamed Lazouni dit "Chorti El-Mekhfi" est décédé, vendredi à Alger, à l'âge de 83 ans, a-t-on appris auprès de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Dans un message de condoléance à la famille Lazouni, la DGSN a mis en avant "la place particulière du défunt de la Sûreté nationale" auprès de collègues et l'ensemble des citoyens. De son côté, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Pr. Amar Belhimer a exprimé, dans un message de condoléances publié sur la page Facebook de son département, sa "grande tristesse" suite à la disparition de feu Mohamed Lazouni "célèbre auprès de nombreux Algériens pour sa voix grave à travers des émissions télévisées et radiophoniques sur la sécurité routière". Le ministre des Transports Lazhar Hani a également exprimé sa "profonde tristesse" suite au décès de "cette figure emblématique qui a longtemps accompagné le secteur des Transports et laissé un héritage à même de constituer un modèle à suivre en matière de sécurité et de prévention routières".

Né en 1937 à Soustara (hauts de l'Algérie), le défunt avait participé à la Guerre de libération avant de rejoindre les rangs de la Sûreté nationale au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. Il était devenu célèbre auprès des Algériens grâce à ses programmes de Radio et de Télévision sur la sécurité routière, particulièrement "Chorti El-Mekhfi".



PERTURBATION DU RÉSEAU INTERNET

Toutes les mesures prises pour assurer le service (Algérie Télécom)

Le réseau internet national enregistre des fluctuations dues à une perturbation touchant le réseau international, a précisé vendredi Algérie Télécom (AT) assurant "prendre toutes les mesures pour garantir le service à ses clients". "Une perturbation du réseau internet international enregistrée dans certains pays du monde, dont l'Algérie, est à l'origine d'une perturbation dans le réseau national", a expliqué AT dans un communiqué. Face à cette situation, Algérie Télécom assure que "ses équipes spécialisées veillent à la prise de toutes les mesures nécessaires afin de garantir le service à ses clients", conclut la source.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS

Mostaganem : le moudjahid Sakhi Abdellah n'est plus



Le moudjahid Sakhi Abdellah, l'un des auteurs des premières opérations menées le 1er novembre 1954, est décédé, jeudi soir, à Sidi Ali, à l'Est de Mostaganem, à l'âge de 98 ans, a-t-on appris vendredi auprès de la direction locale des moudjahidine et des ayant-droits.

Le défunt est né le 3 octobre 1922 à Hadjadj.

Il était membre de l'organisation civile du FLN.

En 1954, il a pris part aux réunions préparant le déclenchement de la lutte armée tenues dans la grotte "Sidi Youcef", près de Sidi Ali.

Feu Sakhi Abdellah a fait partie du premier groupe de 26 moudjahid qui a mené des offensives contre les intérêts de la France coloniale, le 1er novembre 1954, dont l'attaque contre le siège de la gendarmerie de Cassagnes (Sidi Ali actuellement). Le défunt a été arrêté après la mort du commandant de la région, le chahid Bordji Omar, le 22 décembre 1954. Après avoir subi de longues séances de torture, il a été condamné à une lourde peine de prison, passé entre les prisons de Mostaganem, Serkadji (Alger) et Berrouaghia (Médéa). Il ne sera libéré que le 10 avril 1962, peu avant le recouvrement de l'indépendance nationale.

Le défunt sera inhumé, vendredi, après la prière du dohr, au cimetière du douar Naïmia, dans la commune de Sidi Ali, a-t-on ajouté de même source.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS

Tissemsilt : décès de la moudjahida Fatima Fergatou

La moudjahida Fatima Fergatou s'est éteinte jeudi à Lardjam (Tissemsilt) à l'âge de 83 ans des suites d'une maladie, a-t-on appris auprès de la Direction du musée de wilaya du moudjahid.

Née en 1937 dans la commune de Lardjam, la défunte a rejoint les rangs de l'ALN, dans la zone 1 de la 3ème région de la Wilaya V historique, en compagnie de ses parents, les chouchou Kaddour Fergatou et Chenoui Halima. Ces derniers sont tombés au champ d'honneur en 1959. La défunte a été inhumée jeudi après la prière d'El Asr au cimetière de sa localité natale.

TIZI-OUZOU

Sauvetage d'une personne tombée dans un puits à Azazga (protection civile)



Une personne tombée, jeudi, dans un puits dans la localité d'Azazga, à une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a été sauvée par les éléments de la Protection civile, a indiqué la cellule de communication de ce corps constitué.

Il s'agit d'un homme âgé de 44 ans, qui est tombé dans un puits en construction au village Thadart dans la commune d'Azazga, a-t-on précisé dans un communiqué.

Les agents de la protection civile de l'unité d'Azazga sont intervenus pour le retirer du fond du puits et l'évacuer vers l'hôpital de cette même localité, a-t-on ajouté.

MOUDJAHID-COMMÉMORATION

Tizi-Ouzou : inauguration d'une stèle à l'effigie du Colonel Ali Mellah à Mkira



Une stèle à l'effigie du Colonel Ali Mellah, dit Si Cherif, chef de la wilaya VI historique a été inaugurée jeudi dans sa région natale à Mkira, à 50 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, a-t-on appris des autorités locales.

Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Mkira Rabah Medjahed, a indiqué à l'APS que cette stèle, réalisée au village Imlikchene, pour rappeler le parcours de ce "grand chef militaire, un organisateur de maquis peu connu", a-t-il souligné.

Lors de la cérémonie d'inauguration de la stèle, marquée par la présence des autorités locales civiles et militaires de membres de la famille révolutionnaire et du fils du colonel Ali Mellah, Amar, il a été brièvement rappelé le parcours de ce chef militaire, qualifié "de grands stratèges de l'Armée de libération nationale (ALN) et de "rassembleur".

La stèle, dévoilée ce jeudi, est constituée d'un bas relief à l'effigie de Si Cherif, signée Amazigh Tighilt, a-t-on appris des organisateurs.

Une brève biographie du Colonel Ali Mellah est aussi jointe à cette stèle rappelant que Si Cherif "né le 14 février 1924 était membre du PPA-MTLN.

Il était le premier responsable de la wilaya VI historique et tombé au champ d'honneur, en mars 1957".

STRUCTURES - DÉNOMINATION

Saïda : le complexe sportif rebaptisé au nom du défunt moudjahid Saïd Amara



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a procédé jeudi à la dénomination du complexe sportif "13 avril 1958" de la ville de Saïda du nom de l'ancien joueur de l'équipe de football du FLN et défunt martyr Saïd Amara à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, coïncidant avec le 20 août.

A cette occasion, le ministre a souligné que la nouvelle dénomination du complexe du nom du moudjahid, le regretté Saïd Amara, "vient honorer cet homme symbole dans le domaine sportif qui a rendu d'énormes services au football algérien", estimant qu' "avec la disparition du regretté Saïd Amara, l'Algérie et toute la famille sportive et footballistique perd l'un de ses plus éminents monuments." Le ministre a indiqué que "le regretté Saïd Amara a consacré sa jeunesse, en compagnie d'un groupe de ses amis, à l'indépendance de ce cher pays et a dédié sa vie au service du sport, débutant comme footballeur, puis comme entraîneur qui a réussi, puis comme cadre dans le secteur de la jeunesse et des sports." Sid Ali Khaldi a visité, au niveau du complexe sportif Saïd Amara, une exposition de photos retraçant le parcours du regretté comme joueur, entraîneur et dirigeant sportif.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a poursuivi sa visite dans la wilaya de Saïda en procédant à la distribution d'un quota de logements et d'aides à l'habitat rural, avant de rencontrer les cadres de son secteur et les associations de la société civile.

GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Le Président de la République inspecte ses différentes structures

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a effectué, jeudi une visite de travail à la Grande mosquée d'Alger au cours de laquelle, il a inspecté les différentes structures de cet édifice religieux, culturel et scientifique.

Le Président a entamé sa visite en inspectant la Salle de prière de la grande Mosquée d'Alger, où il a accompli la première prière (Tahiyat El Massdjid), en ce jour béni du 1er Muharram du nouvel an Hidjri 1442. Lors de cette halte, le Président a mis en avant l'importance de préserver la salle de prière, réalisée par des matières premières locales, tout en insistant sur la nécessité de sauvegarder ses différentes composantes. Il a relevé, dans ce sillage, que les ornements réalisés dans cette salle de prière ont été conçus par des compétences algériennes. Le Président Tebboune a été accueilli, à son arrivée à la Grande Mosquée, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, le Conseil



ler à la Présidence de la République, Abdelhafidh Allahoum et le ministre Conseiller à la communication, porte-parole officiel de la Présidence

de la République, Belaïd Mohand Oussaïd.

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Youcef Bel-

mehdi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, le président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghla-

mallah, ainsi que le wali d'Alger, Youcef Cherfa, étaient également parmi les personnalités présentes. S'étalant sur une superficie de 22.000 m², la salle de prière de la grande Mosquée d'Alger peut accueillir jusqu'à 120.000 fidèles avec la cour et l'esplanade. Ornée par un tapis composé de 80% laine 20% polyamide comportant le symbole de 29 régions du pays, cette salle est munie d'un Minbar et d'une balustrade en bois décorés. Le mihrab est incrusté par les 99 Noms saints d'Allah et le lustre de la salle (de 9,5 tonnes) comporte 357.000 cristaux Swarovski sans lampes (éclairage indirecte). La salle comporte quatre (4) portes principales et la cour annexée à la salle comporte 44 arbres et 4 bassins (jets d'eau). 1174 points d'ablutions seront mis à la disposition des fidèles ainsi que 158 sanitaires au niveau du sous sol.

Un chef-d'œuvre architectural et religieux multifonctionnel

Érigée au cœur de la baie de la capitale, la Grande mosquée d'Alger, visitée jeudi par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue un vrai chef-d'œuvre architectural et religieux multifonctionnel. La mosquée, est la plus grande d'Afrique et la troisième plus grande au monde après Masjid Al-Haram de la Mecque et Masjid Al-Nabawi de Médine. Constituant un véritable pôle attractif à caractère religieux, culturel et scientifique, "Djamaa El Djazaïr" se distingue à l'échelle internationale par son minaret, le plus haut au monde, long de 267 mètres et sa salle de prière de 20.000 m² pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles. Déployée sur une superficie totale de 27,75 hectares sur le territoire de la commune de Mohammadia, la Grande mosquée d'Alger dispose de 12 bâtiments indépendants dont une grande bibliothèque riche d'un fonds bibliothécaire

d'un million de livres et pouvant recevoir 3.500 personnes. Un centre culturel de 8.000 m² de superficie, pouvant accueillir 3.000 personnes et une maison du Coran "Dar El Quran", d'une capacité de 300 places, dédiée aux étudiants post-gradués algériens et étrangers en sciences islamiques et sciences humaines font partie également de ces bâtiments allant modernité et authenticité. Dans le domaine culturel et artistique, la Grande mosquée d'Alger est renforcée par une médiathèque, une vidéothèque, une filmothèque, deux amphithéâtres, un amphithéâtre de 500 places avec salle de projection, une salle de travail d'une capacité d'accueil de 30 à 50 personnes, des espaces de projection, des ateliers d'art et un pôle informatique. "Djamaa El Djazaïr" abrite aussi une immense esplanade, des jardins de détente, des espaces verts comportant plus de 700 variétés d'arbres, d'arbustes et

de plantes, des bassins et des plans d'eau minutieusement aménagés, sans oublier les espaces dédiés à la restauration, aux loisirs, aux commerces ainsi qu'un hôtel de haut standing construit à proximité, disposant de 300 chambres. L'édifice comprend également un parking de stationnement d'une capacité de 4.000 à 6.000 places construit sur deux niveaux au sous-sol, des blocs administratifs et des postes de protection civile et de sûreté. À l'intérieur, la Mosquée se démarque par les 618 colonnes octogonales dressées dans la grande salle de prière et décorées de marbre avec des veinures d'un blanc éclatant et par les 6 (six) kilomètres d'écritures calligraphiques, dont certaines ont été gravées sur du marbre et de la pierre avec un système de laser, décorant la salle de prière ainsi que les différents autres espaces du monument.

Le toit de la salle de prière, qui s'élève à

une hauteur de 45 mètres, supporte, quant à lui, une immense coupole dorée d'un diamètre de 70 mètres culminant à une hauteur de 50 mètres.

A proximité du mihrab (utilisé par l'imam pour diriger les prières) se trouve le minbar, une sorte d'escalabeau en bois de cèdre, d'une splendide sculpture. Quant au minaret, il comporte 43 étages desservis par des ascenseurs panoramiques permettant d'observer la baie d'Alger et ses environs. Chaque étage est doté d'un espace fonctionnel dont une aire d'entrée spacieuse, avec un grand foyer, prévu au pied du minaret, un musée et un centre de recherche pour l'art et l'histoire islamiques.

Le projet de la Grande mosquée d'Alger, dont les travaux ont été entamés en 2012, avait été confié à l'Entreprenseur chinois China State Construction Engineering Corporation (CSCEC).

ARMÉE-ÉCOLE-VISITE

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP : la phase que vit le pays est exceptionnelle et requiert de tous des efforts exceptionnels

La phase que vit le pays est exceptionnelle et requiert de tous des efforts exceptionnels et des sacrifices considérables, a indiqué, vendredi, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire en visite de travail à l'Académie Militaire de Cherchell "Défunt Président Houari Boumediène".

"La phase est exceptionnelle et requiert de tous des efforts exceptionnels et des sacrifices considérables et la patrie a grandement besoin, aujourd'hui plus que jamais, de loyauté dans les paroles et les actions, et de hisser l'intérêt de la patrie au-dessus de tout", a-t-il souligné dans une allocution d'orientation lors d'une rencontre avec les cadres, les enseignants et les élèves de l'Académie, à la veille de la cérémonie annuelle de sortie de promotions de cette prestigieuse structure de formation qui aura lieu demain.

Le Général de Corps d'Armée a rappelé l'importance majeure de la phase de formation dans le parcours professionnel des officiers de l'avenir, étant la période qui leur permet de promouvoir

leurs capacités intellectuelles, mentales, cognitives, morales, psychiques, voire même physiques, les exhortant à "se munir de la noble qualité de fidélité à la Patrie et d'apporter leur contribution, afin de permettre à notre pays de relever tous les défis rencontrés". "Vous êtes conscients de l'importance majeure que revêt la phase d'enseignement et de formation que vous traversez aujourd'hui, sachant que c'est grâce à cette phase que vos capacités intellectuelles, mentales, cognitives, morales, psychiques, voire même physiques ont évolué, et vos différents talents et divers savoir-faire ont été forgés et ce, outre l'autre grande vocation en l'occurrence le parachèvement de la formation d'une personnalité saine et équilibrée, au diapason de la nature des missions assignées et au développement graduel de votre sens de dévouement et de loyauté immuables à la Patrie dans toutes les conditions et les circonstances", a-t-il précisé.

"Le dévouement à la patrie est une conviction ancrée dans le cœur et qui s'affirme par le travail palpable sur le terrain. Tout ceci



requiert nécessairement, voire impérativement, une réflexion profonde et une parfaite perception des indices et des dimensions de cette noble qualité et son impact sur l'aboutissement des objectifs ambitieux escomptés du processus prometteur de développement, initié par les hautes autorités du pays, notamment à la lumière de cette phase cruciale et sensible de l'histoire contemporaine de notre pays.

Il a les appelés à apporter leur contribution "pour permettre ainsi à notre pays de relever les défis

rencontrés par toutes les voies possibles et tous les moyens disponibles, car cette phase est exceptionnelle et requiert de tous davantage d'efforts exceptionnels et de sacrifices considérables. La patrie a grandement besoin, aujourd'hui plus que jamais, de loyauté dans les paroles et dans les actions, et de hisser l'intérêt de la Patrie au-dessus de tout".

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a tenu, à l'issue de cette rencontre, à féliciter les promotions sortantes, tout en leur souhaitant une vie professionnelle réussie et fruc-

teuse. "Pour conclure, je saisis cette opportunité pour vous féliciter vos promotions sortantes en exprimant ma sympathie et en vous souhaitant une vie professionnelle réussie et épanouie", a-t-il dit, leur recommandant de s'armer des "bonnes qualités militaires à savoir l'esprit de sacrifice, le courage, la sacralisation du travail et la discipline exemplaire, et d'être dignes de votre patrie et votre peuple, et à la hauteur du sacré serment que vous prononcerez demain et jurez à le respecter dans toutes conditions et circonstance s". À l'issue, la parole a été donnée aux élèves de l'Académie, qui ont exprimé leur grande fierté d'appartenir à l'Armée Nationale Populaire et leur immuable disponibilité, dans toutes les conditions, à se sacrifier pour la grandeur, la sécurité, la stabilité et souveraineté de la Nation. Le Général de Corps d'Armée a été accueilli à l'entame de sa visite, rappelle-t-on, par le Général-Major Ali Sidane, Commandant de la 1ère Région Militaire et le Général-Major Salim Grid, Commandant de l'Académie Militaire de Cherchell.

CÉLÉBRATION DU 20 AOÛT 1955 ET 1956

Tebboune : «un scellement de la fusion Moudjahidine-peuple et un acquis à travers l'organisation de la lutte armée»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi dans un message à l'occasion du double anniversaire de l'offensive du Nord constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam, que le premier évènement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple jusqu'à la victoire, et le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée.

En voici la traduction APS du message, lu en son nom par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni lors des festivités officielles à Bordj Bou Arreridj à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid :

Au nom de Dieu clément et miséricordieux

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La Journée nationale du Moudjahid, qui coïncide avec le 1er jour de l'année de l'Hégire, qu'Allah le renouvelle pour nous tous et pour la Oumma musulmane, dans le bien-être et la bénédiction, est pour nous l'opportunité de célébrer deux stations marquantes de notre glorieuse Guerre de libération. Il s'agit de l'offensive du Nord constantinois, menée le 20 août 1956 par l'Armée de Libération Nationale (ALN) sous la conduite de Chahid Zighoud Youcef, et le Congrès de la Soummam, tenu à la même date de l'année suivante, en présence de l'élite des dirigeants de la Révolution armée.

Si le premier évènement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple, jusqu'à la victoire, et conféré à leur lutte une dimension maghrébine, dictée par le devoir de solidarité avec le peuple marocain frère, qui réclamé le retour de l'exil du Roi Mohamed V, le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée, qui a

donné un nouveau souffle à l'ALN pour atteindre l'objectif de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale.

Avec leur esprit revanchard habituel, les forces coloniales ont riposté à cette offensive, une semaine durant, par une répression féroce, menée sans distinction aucune, contre une population désarmée, comme ce fut le cas lors des massacres du 8 mai 1945.

Ainsi, dans le seul stade municipal de la ville de Skikda, 10.000 Algériens ont été massacrés et enterrés dans des fosses communes. Des crimes odieux qui ont mis à nu, encore une fois, le mensonge de la mission civilisatrice de la colonisation, qui cachait mal tous les crimes contre l'humanité infligée au peuple algérien.

Ce soulèvement populaire a eu un retentissement avéré dans le processus d'internationalisation de la cause algérienne, qui fut ainsi portée à l'Assemblée générale des Nations-Unies et acquit la sympathie de larges pans de l'opinion publique occidentale, et le soutien de nombreux pays, notamment afro-asiatiques.

Un soulèvement qui a balisé le terrain à une nouvelle stratégie, pensée par les dirigeants de la Révolution et cristallisée dans la Charte de la Soummam pour une mobilisation populaire et une organisation des rangs autour d'une Direction unifiée conformément à la Déclaration historique du 1er Novembre 54.



Cette escale se veut, par ailleurs, l'occasion de se recueillir à la mémoire de l'ensemble des Chouhada de la Résistance populaire à travers toutes les époques, et de rendre également hommage à leurs vaillants compagnons qui ont contribué, par la suite, à l'édification de l'Algérie.

Cet anniversaire nous permet de réitérer le soutien de l'Algérie, qui a tant souffert des affres de la colonisation, aux peuples en lutte pour leur droit à l'indépendance, et en premier lieu aux frères Palestiniens et Sahraouis.

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Cette célébration de la Journée du Moudjahid interpelle tout patriote sincère à mesurer la responsabilité qui lui incombe dans cette conjoncture particulière que tra-

verse notre pays au double plan interne et régional. Une conjoncture qui nous interpelle aussi à resserrer notre Front interne, à mobiliser nos énergies créatrices et à libérer les idées et les initiatives pour concrétiser le projet du changement radical global, celui de l'édification d'une Algérie forte de ses institutions démocratiques, où la compétence et l'intérêt de la nation sont les seuls critères à faire valoir.

Occasion de renforcer notre lien à nos Gloires, source de notre fierté éternelle, ces haltes de commémoration des épopées héroïques des hommes et femmes qui ont façonné l'Histoire sont également des moments de méditation et de questionnement, pour tout patriote sincère, sur ce qui a été offert à cette patrie en contrepartie de ce qu'elle a donné.

Elles sont, en outre, un message

à l'adresse des générations montantes pour leur rappeler leur responsabilité dans la sauvegarde de la patrie à travers notamment la préservation de la Mémoire collective, qui doit rester, en tout temps et toutes circonstances, l'étendard de nos gloires. Après le rapatriement des ossements des 24 chefs de la Résistance populaire et de leurs compagnons, conservés dans les sous-sols du Musée de l'Homme à Paris, je tiens à réitérer mon engagement à poursuivre cette entreprise jusqu'à ce que les ossements de tous nos Chouhada, exilés et déportés, soient honorablement inhumés dans leur pays. Fidèles au serment nous demeurons tant qu'Allah nous prête vie. A l'occasion de la commémoration de ce double anniversaire, si cher à nos cœurs, je vous invite, chères concitoyennes, chers concitoyens, à tourner la page des divergences et divisions pour une pleine adhésion à la bataille du changement radical que nous avons engagée aux plans politique et socio-économique. Cette même adhésion qui avait permis à nos aïeux de remporter la bataille de la libération en dépassant les calculs étriqués et les considérations personnelles pour se mobiliser autour d'un seul objectif, celui la renaissance de notre chère Algérie et son rayonnement régional.

Vive l'Algérie libre, altière et souveraine Gloire et Grandeur à nos valeureux Chouhada.

M. Zitouni préside à Bordj Bou Arreridj les festivités de la célébration officielle

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni, a présidé jeudi à Bordj Bou Arreridj les festivités de la célébration officielle de la journée nationale du Moudjahid, commémorée annuellement le 20 août.

Au siège de la wilaya, le ministre a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux d'une conférence historique dédiée à l'évènement, à l'initiative du Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954, parallèlement à une cérémonie de remise de 100 clés de logements de type promotionnels aidés (LPA) pour la commune de Bordj Ghedir et 80 aides financières à l'habitat rural pour des bénéficiaires de plusieurs communes de la wilaya.

A l'occasion, le ministre des Moudjahidine a lu le message du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans lequel il a souligné, à propos de l'offensive du Nord - Constantinois du 20 août 1955 et la tenue du Congrès de la Soummam le 20 août 1956, que le premier évènement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple jusqu'à la victoire, et le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée.

Le ministre avait entamé les festivités de célébration de la journée nationale du Moudjahid en se rendant au cimetière des martyrs de la ville de Bordj Bou Arreridj, où il s'est recueilli à la mémoire des martyrs de la Glorieuse guerre de libération nationale avant de procéder à la baptismation de la résidence universitaire de 2000 lits de la commune d'El Anasser du nom de la martyre Nasri Fettoum.

APS

Emission d'un timbre-poste commémorant la restitution des restes mortuaires des chefs de la Résistance populaire

Un timbre-poste marquant l'évènement de la restitution des restes mortuaires des chefs de la résistance populaire a été émis mercredi à Alger, s'ajoutant ainsi à la série des timbres postaux qui glorifie l'Histoire de l'Algérie, jalonnée de hauts faits. La cérémonie d'émission de ce timbre-poste symbole, coïncidant avec la célébration de la Journée nationale du moudjahid, le 20 août de chaque année, a été supervisée par le ministre de la Poste et des Télécommunications Brahim Boumarz et le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Tayeb Zitouni, en présence du Conseiller auprès du Président de la République, Abdelhafidh Allahoum, du conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, du moudjahid et ancien ministre Dahou Ould Kablia, ainsi que des cadres de ministères. A l'occasion, M. Boumarz a indiqué que "cet évènement se veut une symbolique essentielle et une portée profonde, de par sa coïncidence avec la commémoration de deux haltes mémorables de notre Histoire, l'anniversaire de l'offensive dans le Nord constantinois en 1955 et la tenue du Congrès de la Soummam en 1956". "A travers ces deux anniversaires, poursuit le ministre, nous nous remémorons le parcours du secteur de la Poste et des Télécommunications en Algérie et l'émission du premier timbre-poste, le 1er Novembre 1962, portant la mention «République Algérienne Démocratique et Populaire», concrétisant le recouvrement par l'Algérie de la souveraineté sur le secteur ». Le ministre a également salué, dans ce cadre, « les efforts des enfants de la Patrie, ceux qui se sont engagés à gérer et développer le

secteur à cette époque, en dépit des circonstances difficiles, du manque d'expertise et d'expérience, vu la marginalisation qui leur a été imposée par le colonisateur français".

"Nous avons aujourd'hui remporté le pari de la numérisation et de la modernisation du secteur, grâce aux compétences nationales qui ont relevé le défi avec mérite, permettant au secteur de la Poste et des Télécommunications de fonctionner désormais avec des compétences algériennes parmi les diplômées des universités et instituts", a-t-il ajouté.

De son côté, M. Zitouni a salué cette initiative qui "s'intéresse à notre Glorieuse Histoire et vie à commémorer un anniversaire important qui est la restitution des premiers restes mortuaires des leaders de la Résistance populaire et ce que les Algériens ont vécu comme moments de fierté", saluant, « les efforts colossaux et distingués consentis par le ministère de la Poste et des Télécommunications en la matière ».

Il a également mis en avant « l'intérêt tout particulier du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au dossier de la Mémoire nationale, ainsi que son engagement honoré à travers la restitution des restes mortuaires des martyrs".

"Notre Histoire jalonnée de hauts faits, est notre souppée de sûreté et un symbole de notre union nationale, car le devoir nous impose, tout un chacun, de la préserver, sauvegarder et la transmettre aux générations futures", a-t-il affirmé.

"Les efforts se poursuivront tant pour la restitution des crânes des martyrs, que pour les archives, les disparus, les exilés et les indemnités des victimes des essais nucléaires dans le Sud algé-

rien", a-t-il assuré. Pour confectionner ce timbre-poste distingué qui commémore l'anniversaire de la restitution des restes mortuaires des leaders de la Révolution populaire, la participation a été ouverte à tous les talents créateurs, à travers l'organisation d'un concours nationale ouvert aux enfants âgés de moins de 16 ans ainsi qu'aux adultes, le 5 juillet dernier.

Un Commission multisectorielle composée de cadres du ministère de la Poste, des Moudjahidine et du ministère de la Culture, a supervisé la réception et l'évaluation des œuvres qui y prennent part, d'autant plus qu'elle a procédé à la sélection d'une meilleure conception, après des séances de travail marathoniennes et un échange des idées et de concertation.

La conception de M. Sifiane Merakchi d'Alger, a remporté le prix de la meilleure conception et a été adoptée par la Commission, d'autant qu'il a été distingué par le ministre de la Poste et Télécommunications et le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits. A cette occasion, conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi et le moudjahid et ancien ministre Dahou Ould Kablia ont été distingués. Le 4 juillet dernier, les restes mortuaires et crâne de 24 des symboles de la Résistance populaire contre le colonialisme français, ont été récupérés. Ce dossier a fait l'objet d'une demande officielle présentée par l'Algérie auprès de la France. La question a été soulevée lors d'entretiens entre les Autorités suprêmes des deux pays. Une commission composée d'experts a été constituée pour identifier ces résistants algériens.

OUARGLA

Plusieurs projets en cours de réalisation dans la daïra frontalière d'El-Borma

Plusieurs projets sont en cours de réalisation dans la daïra frontalière d'El-Borma (420 km Sud-est d'Ouargla) en vue d'y améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris samedi auprès de cette collectivité.

Parmi les opérations en cours dans cette daïra constituée d'une commune coiffant quatre principales concentrations d'habitants (El-Borma, Zenaïga, Chouachine et Rourdh El-Baguel), une opération de revêtement de routes à Zenaïga, lancée en juillet dernier pour un coût de 66,4 millions DA (étude et réalisation) et livrable en six mois, a-t-on signalé.

La cinquième tranche du réseau d'assainissement au chef lieu de commune d'El-Borma, lancée en février dernier, est aussi en réalisation pour un coût de 120 millions DA, a ajouté la source en précisant que le chantier est à 60% d'avance-

ment des travaux. S'agissant du secteur de l'Education, il est fait état d'un projet d'école primaire en exécution à Rourdh El-Baguel depuis la fin de l'année écoulée, pour un coût de 95 millions DA (étude et réalisation) et un délai de 11 mois.

Les responsables locaux ont fait part, en outre, d'un projet en cours de réalisation d'une salle polyvalente au chef lieu de la commune d'El-Borma, pour laquelle a été allouée un financement de 39 millions DA (étude et réalisation) et dont le chantier avoisine les 50% d'avancement. Outre les travaux de restauration et de maintenance de la station de démin-



rialisation de l'eau potable à El-Borma, d'un coût de 12 millions DA et actuellement à 40% d'avancement, les responsables locaux ont projeté, pour 5 mil-

lions DA, une opération de restauration de la salle de soins, accompagnée d'un logement de fonction, au niveau de la localité de Zenaïga.

TISSEMSILT

Un incendie détruit plus de 5 ha de pin d'Alep

Un incendie a détruit plus de 5 ha d'arbres dans la forêt "Bouzaouech", située à Sidi Laantri, dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris vendredi auprès de la conservation locale des forêts.

Le sinistre, déclenché, jeudi, a détruit plus de 5 ha de pin d'Alep. L'intervention rapide des agents de la conservation des forêts, soutenus par des éléments de la protection civile et des volontaires, a permis

d'empêcher la propagation des flammes et de causer des dégâts plus importants. D'importants moyens ont été engagés pour lutter contre l'incendie, a-t-on précisé de même source.

BATNA

Remise "la semaine prochaine" des clés de 9060 logements LPL

Les clés de 9.060 logements publics locatifs (LPL) seront remises à leurs bénéficiaires "au début de la semaine prochaine", a déclaré jeudi le directeur général de l'office de promotion et gestion immobilière (OPGI), Mohand Djamel Allasse. Ce quota se compose de 390 unités dans la commune de Ras Layoun, 310 à Oued El Ma, 160 à Ain Djassar et 100 à El Djazzar, a-t-il précisé. Le même responsable a rappelé

qu'un tirage au sort pour l'affectation de 1.421 LPL dans la commune de Batna a été organisé le 10 août donnant suite à la remise des clés de 470 unités sur ce total en attendant la remise des clés des autres unités restantes dès l'achèvement des travaux qui affichent "un taux satisfaisant". Il a été procédé, en outre, le 19 août à la remise des clés de 70 logements promotionnels aidés (LPA) à leurs bénéficiaires dans la com-

mune d'Ain Yagout, selon la même source qui a indiqué que 460 LPL seront distribués "avant fin août courant" dans les communes de Bitam, Telkhamet et N'gaous. Le responsable de l'OPGI a fait savoir que le mois de septembre verra la distribution des clés de 268 LPL dans les communes de Tilatou, Rahbat et Oued Chaaba tandis que le mois d'octobre connaîtra la distribution de 1.030 unités de même type à

Barika et Ras Layoun et 320 à Merouana, Timdaj, Boumaouer et Ouled Amar.

Les clés de 470 unités seront remises en décembre prochain à M'doukal, Ain Yagout, Ouled Sidi Slimane, El Madher et Ain Touta. Le taux d'avancement des travaux de ces logements dépasse actuellement les 65%, selon ce responsable qui a ajouté que 1.680 autres LPL se trouvent en cours de réalisation à travers la wilaya de Batna.

TIARET

Plus de 9.000 logements à attribuer avant la fin du 1^{er} trimestre 2021

Plus de 9.000 logements de différents programmes seront attribués dans la wilaya de Tiaret avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine, a annoncé jeudi le wali Mohamed Amine Dranchi lors de la cérémonie de remise des clés de 825 logements à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid.

L'opération d'attribution de 2.031 logements est prévue à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954, a précisé le wali. Elle sera suivie d'une cérémonie similaire portant un quota de 3.757 autres à l'occasion de la célébration

des événements du 11 décembre et enfin 2.357 logements seront attribués avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine. En posant la première pierre du projet d'un groupe scolaire au douar Bouali, dans la commune de Mechraâ Sfa, le wali a mis l'accent sur la fin des disparités de développement dans les zones d'ombre. "C'est une priorité fondamentale", a-t-il souligné, insistant également sur l'implication du citoyen dans la prise de décision. Face à la presse, le wali a assuré que tous les équipements et les infrastructures scolaires nécessaires pour la prochaine rentrée scolaire sont prêts pour l'accueil des élèves, no-

tamment ceux du cycle moyen qui souffre d'un déficit de places pédagogiques de plusieurs années. Le programme commémoratif de la Journée nationale du moudjahid a porté aussi sur la ré-inhumation des restes de quatre chouhada au carré des martyrs de Zaouia, dans la commune de Mechraâ Sfa. Les lauréats des concours du meilleur tadjwid, de récitation du coran et du meilleur Adhan, ainsi que ceux des concours culturels ont été récompensés. Ces concours ont été organisés par la Direction des affaires religieuses et des wakfs à distance au mois du ramadhan dernier, rappelle-t-on.

EL TARF

Consécration de plusieurs projets d'amélioration des conditions de vie des citoyens

Les efforts consentis par l'Etat dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens de la wilaya d'El Tarf en matière d'alimentation en eau potable (AEP), d'énergie et d'habitat notamment ont été au centre d'une conférence de presse animée jeudi par le chef de l'exécutif local.

Un total de 3.333 logements entre publics locatifs (LPL) et aides financières à l'habitat rural ont été distribués depuis janvier à ce jour, a précisé le wali Harfouche Benar en marge des festivités commémoratives de la Journée nationale du Moudjahid, coïncidant annuellement avec le 20 août.

Près de 5.000 autres unités, dont 828 logements AADL, 60 autres LSP et 50 logements LPA seront attribués à leurs bénéficiaires avant "fin 2020," a-t-il précisé, avant de faire

état également d'une prévision de livraison de plus de 800 aides à l'habitat rural et 3.200 logements de type LPL. Les efforts multipliés en direction des zones rurales et d'ombres pour améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) ont permis, durant cette année, à près de 450 foyers de mechta Diyar Nekhla de la commune d'Ain Kerma, de disposer de ce produit vital, a-t-il souligné.

Près de 30.000 autres habitants relevant de quatre chefs-lieux des communes de la daïra de Bouhadjar ont bénéficié d'une amélioration "notable" de la desserte en eau potable, a-t-on noté, relevant le raccordement au réseau d'AEP au profit d'un total de 7.500 autres habitants de zones rurales frontalières.

Le wali a affirmé que diverses opérations de renforcement de l'AEP ont été enregistrées à travers les localités du Lac des oiseaux et du centre de Ben M'Hidi, en sus de la réalisation d'un forage au profit de 5.000 habitants de la commune d'El Ayoune. S'agissant de l'énergie, le même responsable a signalé que 8.836 foyers, répartis sur sept communes, ont été raccordés cette année au réseau de distribution de l'électricité et 6.696 autres disposent du gaz de ville.

Le taux de raccordement à l'électricité atteindra d'ici à la fin de l'année en cours 98,8%, alors que celui du gaz de ville, sera de l'ordre de 78,33%, a-t-il détaillé. Plusieurs autres opérations de développement ont été passées en revue. Parmi ces opérations celles entrant dans le cadre de la prise en

GUELMA

Vers l'ouverture de 17 établissements scolaires dans les trois paliers

La cartographie des infrastructures scolaires de la wilaya de Guelma sera renforcée à la rentrée scolaire 2020-2021 par l'ouverture de 17 établissements d'enseignement dans les trois paliers, a révélé jeudi, le wali, Kamel Abia. Le même responsable a précisé à l'APS à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un groupe scolaire dans la commune Houari Boumediene, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid coïncidant avec le 20 août de chaque année, que le palier primaire sera à lui seul renforcé par l'ouverture de 9 nouveaux groupes scolaires répartis à travers plusieurs communes de la wilaya. Aussi, 97 classes d'extension, 2 cantines scolaires et 2 unités de dépistage et de suivi (UDS) seront opérationnelles, au titre de l'année scolaire 2020-2021. Le palier du cycle moyen sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par l'ouverture de 5 collèges d'enseignement moyen (CEM) à travers plusieurs communes en plus de 3 nouveaux lycées dont un à la commune de Dahouara (60km à l'Est de Guelma) qui connaît un déficit en la matière. La célébration de cette date anniversaire a été marquée par l'inauguration par les autorités de la wilaya d'un nouveau stade de football en pelouse synthétique au profit des jeunes de la commune de Saloua Anoua qui a bénéficié d'un projet de mise à niveau du chemin communal reliant les 2 zones d'ombre Benachour et El Hamama sur une distance de 5 km. A la daïra d'Ain Hassania qui a abrité les festivités de célébration de cet évènement historique, il a été procédé au lancement d'un projet de dotation du stade de football de la commune Houari Boumediene d'une pelouse et le lancement d'un projet de mise à niveau du chemin communal reliant la localité de Salah Salah vers le cimetière El Marabou sur 2km devant permettre le désenclavement de plusieurs mechtas de la commune Madjar Amar. Par ailleurs, et dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre le coronavirus et la prise en charge des malades, les autorités locales ont procédé à la distribution d'équipements et outils médicaux au profit du complexe mère-enfant où se trouve l'hôpital de référence pour la prise en charge des cas du Covid-19, a-t-on fait savoir, précisant que ces équipements ont été acquis sur budget de wilaya.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Nécessaire consolidation de la concertation en prévision de la révision du Code de l'investissement

Les travaux de l'atelier autour du développement industriel, organisé dans le cadre de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, ont conclu de la nécessité de consolider la concertation en prévision de la révision du Code de l'investissement et de l'adopter dans un processus global et participatif.

Les travaux de l'atelier, supervisés par le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Ali Ait Braham qui a présenté, mercredi, le rapport final au terme des travaux de la Conférence nationale, ont également conclu de la nécessité d'assurer la stabilité et la synergie du cadre juridique et réglementaire qui régit l'investissement et de consolider la coordination entre les différents organismes en charge de l'investissement, en vue de garantir une intervention coordonnée et efficace des différents organismes publics. Les participants ont également appelé à réviser le Code de travail en vue d'améliorer la performance économique avec la concrétisation d'une justice sociale, revoir le rôle et les attributions du Conseil national de l'investissement (CNI) et procéder à l'évaluation continue des politiques publiques relatives au développement industriel. Il a été également recommandé de créer des systèmes d'information économique, une cartographie des entreprises et des opportunités d'investissement, à même de servir d'outil de prise de décisions et de moyen d'évaluation des politiques publiques d'amélioration des procédures réglementaires à travers le concept de "l'organisation intelligente". Les participants ont également appelé à la création d'un cadre de coordination pérenne entre le secteur industriel et les reste des secteurs en lien, en vue d'accompagner les compétences communes, telles les industries agroalimentaires, à titre d'exemple.

Pour ce qui est du développement des filières industrielles, il a été proposé, la prise de mesures à court-terme, en vue de dépasser les obstacles administratifs, notamment en ce qui a trait au respect des dispositions réglementaires, le respect des délais de traitement des demandes d'agrément et autres autorisations administratives, ainsi que la facilitation d'octroi d'autorisation pour l'ouverture de bureaux de liaison à l'étranger, dans le cadre de l'appui à l'opération d'exportation.

Les participants ont également appelé à la révision des systèmes de change, particulièrement dans le volet des sanctions pénales à l'encontre des exportateurs. Dans le cadre de la consolidation du rôle du capital humain et de la réhabilitation des ressources humaines dans les différentes activités industrielles, il a été également recommandé de développer des programmes de formation, à même au diapason des besoins des industriels, en collaboration avec les secteurs de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur, et ce en vue d'établir les passerelles entre les sociétés et le monde de la recherche et formation.

Dans le cadre du plan de la transition numérique et de l'accompagnement des sociétés dans la concrétisation de cette transition, il a été proposé la création d'un passeport numérisation qui ouvre droit à la subvention publique, pour l'accompagnement, l'incitation et la révision du régime fiscal applicables aux programmes tout en le séparant du régime fiscal lié aux services. Pour le moyen terme, les participants à l'atelier ont préconisé la consolidation des infrastructures de logistique indispensables au développement industriel, particulièrement dans les régions isolées, ainsi que l'appui et de développement d'une approche "qui réunit les entreprises", dans l'objectif d'améliorer la compétitivité des spécialisations.

Dans le but de développer le marché de la sous-traitance, il a été préconisé au ministère de l'Industrie de promouvoir les industries secondaires et les industries de base, telle la mécanique de précision, ainsi que la numérisation auprès des sociétés, notamment celles activant dans le domaine des hydrocarbures.

DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT

Appel à la création de compagnies aériennes low-cost

L'impératif de renforcer la flotte nationale, de créer des compagnies aériennes low-cost et de développer les liaisons intérieures, a été souligné lors de l'atelier organisé dans le cadre de la conférence nationale sur le Plan de relance économique consacré au développement des secteurs de soutien.

Les participants à cet atelier, présidé par le ministre des Transports, et dont le rapport final a été présenté mercredi soir au terme des travaux de la conférence, ont recommandé, en outre, le renforcement du développement du transport ferroviaire eu égard de ses avantages, tels que le coût réduit, la préservation de l'environnement et la réduction de la pression sur les routes.

Pour ce qui est du transport maritime, les intervenants ont insisté sur l'impératif pour la flotte nationale de jouer un rôle plus important dans le marché du commerce extérieur, appelant à la libération de cette activité et son ouverture, notamment au secteur privé national.

Conférer davantage de moyens aux ports et réduire les charges supplémentaires qui ont un impact direct sur le consommateur ont également été soulignés dans les recommandations.

Dans ce contexte, les participants ont plaidé pour la mise à jour l'arsenal juridique régissant les activités portuaires et douanières. A ce propos, ils ont spécialement recommandé la révision du décret 10-288 du 14



novembre 2010 relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail qui reste, ont-ils, sans application. Par ailleurs, les participants ont appelé à la création d'un observatoire national de transport maritime, dont la mission consistera en la suivi des prestations maritimes en termes de coûts, de qualité et de respect des normes internationales, ainsi qu'en la formulation, à l'adresse des Pouvoirs public, de propositions d'éléments de stratégies de développement de ce secteur. Concernant les services logistiques, les partici-

pants ont été unanimes à relever que les coûts logistiques compromettent véritablement la capacité compétitive des produits locaux, en ce sens qu'ils représentent près de 35% du prix de la marchandise, contre 10 à 15% ailleurs et globalement 20% du PIB, alors que la moyenne mondiale est de 10%. A cet effet, les participants ont insisté sur la nécessité de consolider et de raffermir la formation dans le domaine des services logistiques, en vue d'améliorer les capacités des ressources humaines en la matière. Les participants ont

également préconisé la dématérialisation et la numérisation des procédures relatives à cette activité et d'encourager la création d'une association nationale de promotion des services logistiques. S'agissant du commerce intérieur, l'accent a été mis sur la nécessité impérieuse d'un Plan national d'orientation pour réaliser une infrastructure de base commerciale. Pour ce faire, les participants ont proposé le développement de grands espaces de distribution, notamment les centrales d'achat, les plateformes d'échange et les grandes surfaces commerciales. De même qu'a été recommandé le développement de la vente sur internet, qui a mis à jour de gros potentiels lors de la pandémie du Coronavirus, et qui a la caractéristique de consolider la compétitivité, réduire les intermédiaires et réduire les coûts du foncier commercial.

Pour développer le commerce de proximité, notamment dans les zones d'ombre, les participants ont recommandé de développer le commerce ambulatoire et proposé l'évaluation et la révision du Plan national Transport.

SERVICES FINANCIERS

Appel à la création d'une banque de logement pour la collecte de l'épargne des ménages

La nécessité de créer une banque de logement en vue de permettre de collecter l'épargne des ménages a été recommandée par un atelier sur l'Habitat, les Travaux publics et l'Hydraulique, organisé dans le cadre de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une économie nouvelle.

Supervisés par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, qui a présenté mercredi soir le rapport final, les travaux de l'atelier ont conclu de la nécessité de réviser la Loi n 11-04 relative à la promotion immobilière, en vue de permettre aux promoteurs immobiliers de contribuer, efficacement, à la réalisation des projets de logement et de diversifier les

sources de financement des projets, en vue d'alléger les charges sur le budget de l'Etat, à travers la création et la réactivation des mécanismes indispensables, tels les crédits et les investissements. Les participants ont également préconisé le recours au mode de partenariat public-privé, comme solution pour financer et gérer les projets, avec mise en place des mécanismes nécessaires et indispensables, à l'amélioration du climat des affaires, à travers la simplification au maximum des procédures administratives, qui donne souvent lieu à une bureaucratie qui sape toutes les initiatives. Les recommandations ont porté, en outre, sur la mise en place d'une Bourse de

sous-traitance en vue d'assurer un meilleur encadrement et garantir les droits des entreprises de sous-traitance, et l'adoption d'une politique d'exportation des services vers les pays africains, notamment en matière d'études et d'expertise technique, dans un premier temps, avec amélioration du système bancaire, fiscal et douanier et leur extension aux travaux, dans un deuxième temps. La simplification des procédures d'accès au foncier pour le développement du marché immobilier, par le biais d'une Agence nationale du foncier urbain, ainsi que le lancement de grands projets d'infrastructures de base, tels le Port centre d'El Hamdania de Cherchell ont

également été recommandées. L'atelier a également préconisé le recours aux services de l'université dans le domaine de l'ingénierie et de la recherche afin d'asseoir une véritable passerelle avec le secteur économique. Les participants ont mis en avant, dans ce sens, l'impératif de ne recourir aux services et prestations étrangères qu'à défaut de capacités nationales, tout en donnant la priorité à l'expertise nationale existant à l'étranger, en réunissant les conditions nécessaires à leur concrétisation, l'adaptation des cahiers des charges en fonction de la taille et de la nature du projet, tout en prenant compte des capacités nationales pour la réalisation et les études.

MICRO-ENTREPRISES ET START-UP

Revoir la catégorie d'âge et le plafonnement du financement du dispositif Ansej

Les travaux de l'Atelier sur les micro-entreprises et les start-up, organisé dans le cadre de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une économie nouvelle, ont conclu de la nécessité de revoir la catégorie d'âge et de relever le plafond de financement du dispositif ANSEJ, conformément aux exigences du marché et aux opportunités disponibles.

Supervisés par le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine Oualid qui a présenté, mercredi soir, le rapport final, cet atelier a conclu également à la nécessité d'élaborer une liste d'idées de projets générateurs de richesses et réalisables à court-terme afin d'orienter les entrepreneurs vers eux.

Les participants ont en outre appelé à l'encouragement de la création, dans les

zones d'ombre, d'entreprises de services en vue de répondre aux différents besoins, notamment des entreprises gérées par des citoyens de ces zones à même de réaliser le développement et de créer des emplois, et ce, en coordination avec les Collectivités locales.

Ils ont préconisé, dans le même sens, l'encouragement de la création de micro zones d'activités, particulièrement dans les Hauts-Plateaux et le Grand Sud, pour héberger des secteurs créateurs de richesses et satisfaire les besoins du marché local, tels l'agriculture saharienne, l'industrie de transformation, l'artisanat et les services. Les experts ont également proposé la mise en place d'une plateforme numérique unifiée, englobant toutes les données relatives aux micro-entreprises, permettant de consulter les informations

juridiques et administratives et d'avoir accès aux services de toutes les micro-entreprises.

L'encouragement de la création de cabinets Conseil dans le secteur privé, a en outre été recommandée pour offrir des prestations d'accompagnement aux entreprises nouvellement créées, ou aux porteurs de projets dans tous les domaines, y compris administratifs et juridiques.

L'atelier a également conclu de la nécessité de diversifier les sources de financement, d'assurer un accompagnement orienté selon les besoins du marché et adapté aux données réelles, d'organiser des foires locales et internationales dédiées à la vulgarisation des micro-entreprises algériennes, la commercialisation des produits et services qu'elles offrent.

PÉTROLE

Le Brent en baisse à moins de 45 dollars

Les prix du pétrole reculaient vendredi alors que les investisseurs continuaient d'évaluer l'impact de la réunion Opep+ de mercredi sur fond de poussée du Covid-19 en Europe.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 44,57 dollars à Londres (vers 10h50 locale), en baisse de 0,73% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'octobre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, perdait 0,75% à 42,50 dollars.

Deux jours après la réunion virtuelle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, "le marché se rend compte que la principale nouvelle qui ressort de l'événement est le non-respect des quotas" de production, écrit dans une note Bjornar Tonhaugen, analyste de Rystad



Energy. "Il semble assez difficile pour certains membres, comme l'Irak, de compenser leur surproduction des mois précédents et cela est consi-

déré comme une nouvelle négative par le marché aujourd'hui", a-t-il ajouté.

Au cours de leur réunion mensuelle de suivi de l'accord

Opep et non-Opep, ou Opep+, les ministres ont particulièrement insisté sur l'importance du strict respect de ces engagements pour rééquilibrer le marché de l'or noir heurté par le Covid-19.

"La demande est aussi une préoccupation pour le marché.

Le Covid-19 ne semble pas ralentir et nous constatons un certain retour des restrictions en Europe et au-delà", a complété M.

Tonhaugen. Les chiffres de nouveaux cas de contaminations en 24 heures publiés jeudi en France (4.771), en Italie (845), en Allemagne (1.707) ou encore en Espagne (7.039) sont inquiétants et montrent un rebond de la pandémie, préjudiciable à la demande d'or noir.

OPEP+

L'Opep+ doit compenser l'importante offre excédentaire de mai à juillet

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+) qui ont dépassé les objectifs d'approvisionnement de mai à juillet devront réduire leur production de plus d'un million de barils par jour pendant deux mois pour compenser, selon l'Agence Reuters qui cite un rapport interne de l'OPEP+.

Le groupe de producteurs comprend des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres puissances pétrolières, dont la Russie, qui se sont engagés à réaliser des coupes record de 9,7 millions de barils par jour (b/j) en mai pour mettre fin à une énorme surabondance de l'offre sur le marché suite la pandémie de coronavirus qui a énormément réduit la demande sur les carburants.

La demande ayant commencé à se redresser, le groupe a réduit ses réductions à 7,7 millions de b/j en août.

Certains pays comme l'Irak et le Nigéria n'ont pas réussi à atteindre ces objectifs et subissent la pression d'autres membres de l'OPEP+ pour réduire la production afin de garantir qu'ils compensent d'ici la fin septembre l'offre excédentaire depuis les

coupes. Le volume à réduire équivaut 2,31 millions de b/j sur un mois, précise l'agence britannique en référant au rapport de l'OPEP+. "Ces réductions de rémunération ne concernent que les mois d'août et de septembre et elles s'ajoutent aux réductions de production actuelles des membres", selon la même source. Les réductions supplémentaires, si elles sont uniformément réparties, signifieraient que la réduction effective des approvisionnements du groupe serait d'environ 8,85 millions de b/j en août et septembre, déduit la même source.

Les pays de l'OPEP+ qui compenseront leur surproduction ont jusqu'à la fin de la semaine prochaine pour soumettre leurs plans de production mis à jour pour août et septembre, a indiqué l'agence britannique citant des sources de l'OPEP. En avril, l'impact du nouveau coronavirus sur les voyages aériens et routiers et d'autres domaines de l'économie mondiale a fait passer les prix de référence du pétrole en dessous de 16 dollars le baril.

Les réductions de l'offre de l'OPEP+ et le lent rebond de l'activité économique avec une reprise progressive des trans-

ports ont conduit à un raffermissement des prix à un peu moins de 44 dollars vendredi.

La propagation continue du virus menace les prévisions de reprise de la demande de pétrole.

Le rapport montre que l'OPEP+ s'attend à ce que la demande de pétrole en 2020 diminue de 9,1 millions de b/j, soit 100 000 b/j de plus que dans ses prévisions précédentes, avant d'augmenter de 7 millions de b/j en 2021.

Cependant, il présente également un scénario alternatif dans lequel une deuxième vague d'infections plus forte et plus prolongée frappe l'Europe, les Etats-Unis, l'Inde et la Chine au second semestre.

Selon ce scénario, la demande devrait baisser de 11,2 millions de b/j en 2020, ce qui porterait les stocks de pétrole commercial de l'OCDE au quatrième trimestre à 233 millions de barils au-dessus de la dernière moyenne quinquennale, selon le document de l'Opep+.

Les stocks se situeraient à 250 millions de barils au-dessus de la dernière moyenne quinquennale en 2021.

LIBAN

S&P dégrade certaines obligations libanaises en défaut de paiement

L'agence de notation S&P a dégradé vendredi dans la catégorie défaut de paiement certaines obligations libanaises, après des échéances non honorées en juillet et août, et a estimé que l'explosion à Beyrouth avait aggravé la crise économique que connaît le pays.

Le Liban avait fait défaut pour la première fois de son histoire en mars 2020.

L'agence a réaffirmé vendredi sa note sur la dette en devises à long terme et court

terme du pays à défaut partiel. Elle a aussi souligné que la perspective sur la note de la dette du pays en monnaie locale, actuellement à 'CC/C', restait négative.

La gigantesque explosion survenue au port de Beyrouth le 4 août a fait plus de 171 morts et 6.500 blessés.

Elle a également déclenché une colère de la rue, face à laquelle le gouvernement du Premier ministre Hassan Diab a démissionné.

"Un vide politique prolongé

ou un nouveau gouvernement faible pourraient retarder encore les réformes politiques, l'aide extérieure et les négociations sur la restructuration de la dette", a encore indiqué S&P dans son communiqué. Et le pays fait désormais face à des taux records de contaminations au Covid-19, qui saturent de malades des hôpitaux déjà débordés par les blessés.

Le Liban avait annoncé en mars que le pays ne serait pas en mesure de rembourser 1,2

milliard de sa dette arrivant à échéance dans les deux jours, faisant ainsi état du premier défaut de paiement de l'histoire du Liban.

"Même avant les événements récents, le Liban avait fait des progrès limités dans les négociations avec ses créanciers sur la restructuration de la dette", a souligné l'agence vendredi.

Englué dans une grave crise économique, le pays avait alors promis d'engager une série de réformes.

UE - USA

Accord UE-USA pour réduire les droits de douane sur les homards et le cristal

Les USA et l'UE ont annoncé vendredi s'être mis d'accord sur des réductions de droits de douane sur les homards et certaines verreries de cristal, ce qui pourrait être un premier signe de déescalade dans un contexte tendu de guerre commerciale.

"Le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer et le Commissaire européen au Commerce Phil Hogan ont annoncé un accord sur des réductions de droits de douanes qui vont permettre d'accroître des exportations américaines et européennes pour un montant de centaines de millions de dollars", est-il expliqué dans un communiqué commun.

"C'est la première fois depuis plus de deux décennies que les USA et l'UE annoncent des réductions de droits de douane", est-il précisé.

Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, les tensions commerciales entre les USA et l'UE n'ont fait que s'amplifier, ce dernier poursuivant un agenda résolument protectionniste, en imposant des droits de douanes sur l'acier et l'aluminium venus d'Europe et d'autres pays, considérés auparavant comme partenaires.

Particulièrement dans le collimateur du président américain, l'Allemagne et ses exportations de voitures, mais aussi les vins et les fromages français. "Nous considérons ceci comme un premier pas vers une désescalade des tensions persistantes entre les USA et l'UE", a déclaré à l'AFP une source européenne.

Selon les termes de l'accord, l'UE va éliminer les droits de douanes sur les importations de homards américains congelés et vivants.

En 2017, les Etats-Unis avaient exporté ces crustacés pour un montant de plus de 111 millions de dollars, d'après le communiqué.

Les droits de douanes sur ces produits sont éliminés rétroactivement au 1er août 2020 pour une durée de cinq ans.

De leur côté, les USA vont réduire de 50% leurs droits de douanes sur un certain nombre de produits européens -- d'une valeur annuelle de 160 millions de dollars--, comme certains plats préparés, certaines verreries de cristal, des briquets et des pièces de briquets, également de façon rétroactive au 1er août 2020.

MM. Lighthizer et Hogan ont qualifié cet accord de "mutuellement bénéfique", permettant une amélioration des relations UE-USA et apportant des résultats positifs aux deux économies.

Ils estiment également qu'il ne s'agit que du "début d'un processus où d'autres accords seront conclus, permettant des relations commerciales transatlantiques plus libres, justes et réciproques".

M. Trump avait subi de fortes pressions aux USA pour parvenir à un accord sur une élimination des droits de douanes sur les exportations de homards américains, particulièrement après l'accord commercial conclu entre l'UE et le Canada, grand exportateur de crustacés.

ESPAGNE

Le déficit commercial s'est réduit de moitié au premier semestre

L'Espagne a pratiquement divisé par deux son déficit commercial au premier semestre sur fond de pandémie de nouveau coronavirus, car les importations ont encore plus reculé que les exportations, selon les données officielles publiées vendredi.

Le déficit commercial atteignait 757 milliards d'euros fin juin, en baisse de 48,5% par rapport au premier semestre 2019, selon les données du ministère du Commerce.

Durant cette période, marquée par le strict confinement imposé contre la pandémie de Covid-19, les importa-

tions ont chuté de près de 19%, tandis que les exportations reculaient de 16%. Sur le seul deuxième trimestre, le plus concerné par le confinement qui a été assorti en Espagne de deux semaines d'arrêt de toutes les activités économiques non essentielles - en particulier dans l'industrie et la construction -, les importations ont reculé de plus de 32% et les exportations de près de 28%.

Une grande partie de l'économie ayant été à l'arrêt, les entreprises espagnoles ont réduit leurs exportations de biens vers l'étranger, mais aussi les importations néces-

saires à la fabrication de leurs marchandises. La consommation d'énergie, importée en majorité, a aussi drastiquement chuté, d'où la forte baisse des importations de pétrole et autres produits énergétiques.

Les exportations automobiles représentent à elles seules un quart de la chute des exportations, car les usines ont été totalement arrêtées pendant plusieurs semaines, alors que l'Espagne est le deuxième constructeur automobile européen après l'Allemagne.

MASCARA

Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de plus de 900 foyers

Un réseau de distribution de gaz naturel a été mis en service, jeudi, au profit de 910 foyers de la commune de Sidi Abdelmoumene (wilaya de Mascara), à l'occasion de la célébration de la journée nationale du moudjahid (20 août).

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités de wilaya et de représentants de la famille révolutionnaire.

Ce réseau a été mis en service au douar de Belkheir au profit de 400 foyers.

Sa réalisation a été financée par l'Etat, pour un montant estimé à 11,1 millions DA puisés du Fonds de garantie et de solidarité pour les collectivités locales.

Au douar de Bagdad, un autre réseau est fonctionnel depuis ce jeudi à la grande satisfaction de 510 foyers.

Les travaux ont été financés par le même fonds précité pour une enveloppe de 17,4 millions DA.

A cette occasion, le wali de Mascara, Abdelkhalik Siouda, a indiqué que 14.000 foyers sont en cours de raccordement au réseau du gaz naturel à travers la wilaya.

Cette dernière devra atteindre un taux de raccordement à cette source produit énergétique à 80% d'ici la fin de l'année en cours.

Les autorités de wilaya ont honoré hier, mercredi, au palais des congrès de la wilaya plusieurs figures sportives dont l'ex-international de football Lakhdar Belloumi et procédé à la remise d'agréments à plusieurs nouvelles associations, rappelle-t-on.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

15 morts et 603 blessés ces dernières 72 heures (Protection civile)

Quinze (15) personnes ont trouvé la mort et 603 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 72 heures à travers le territoire national, indique samedi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret avec 4 personnes décédées et 16 blessées lors de 12 accidents de la route, précise-t-on de même source.

Concernant le dispositif de surveillance des plages, 2.372 personnes ont été sauvées de la noyade par les agents de la Protection civile qui déplore, cependant, le décès de neuf (09) personnes par noyade en mer: 3 à Tipasa, 2 à Boumerdès, 2 à Bejaïa, 1 à Jijel et 1 à Skikda.

La Protection civile déplore, également, le décès de 2 personnes dans des points d'eau: un enfant âgé de 12 ans repêché d'une retenue collinaire au lieu-dit El Bjadha, commune Essadraïa, dans la wilaya de Médéa, et un autre enfant de 8 ans noyé dans une mare, au village Arak, commune d'Ain M'Guel, dans la wilaya de Tamanrasset.

Concernant les incendies de forêt et de récolte, la Protection civile a enregistré durant la même période 70 incendies ayant causé des pertes estimées à 716 ha de forêt, 193 ha de maquis, 610 ha d'herbe, 18.915 bottes de foin, 6.992 arbres fruitiers et 977 palmiers.

La Protection civile note que "l'intervention rapide et la mobilisation permanente de (ses) secours ont permis le sauvetage de milliers d'hectares de végétation, ainsi que la protection des citoyens et leurs biens".

En matière d'activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant les dernières 72 heures 98 opérations de sensibilisation à travers 29 wilayas (75 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Ces unités ont effectué, en outre, 157 opérations de désinfection générale à travers 30 wilayas (79 communes) ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, ainsi que les zones urbaines.

La Protection civile a procédé, aussi, à la mise en place de dispositifs de surveillance dans 4 sites d'hébergement destinés au confinement des citoyens rapatriés, à travers 3 wilayas: Tipasa, Boumerdès et Illizi.

ZAOUIAS

Aissa Belakhdar : "les zaouïas ont préservé l'identité nationale et les valeurs de la société"

Le conseiller du Président de la République chargé des associations religieuses, Aissa Belakhdar, a affirmé vendredi, à Sétif que les zaouïas ont toujours joué un rôle important dans la préservation de l'identité nationale et des valeurs de la société algérienne et ont été de tout temps une soupape de sécurité contre le colonialisme.

"Réhabiliter le rôle de ces institutions religieuses au sein de la société constitue un pan de la restauration de la mémoire nationale", a précisé M. Belakhdar, au cours d'une réunion avec des représentants des zaouïas, des écoles coraniques et des associations religieuses, soulignant l'importance pour ces établissements de retrouver leur véritable rôle, celui "de tribunes de savoir".

Il a, à ce propos ajouté qu' "à l'avenir, l'établissement religieux devrait assumer la mission de débattre et de lancer des réflexions devant aboutir à l'organisation de séminaires et de forums et à l'ouverture des écoles, et autres". Relevant que "les



Algériens unis partagent la mission de préservation du pays", M. Belakhdar a exhorté les hommes des zaouïas à être des "partenaires dans la tâche d'élaboration des politiques et des lois et de l'édification des institutions qu'aspire

l'Algérie nouvelle". Au cours du débat qui a suivi l'intervention du Conseiller du Président de la République chargé des associations religieuses, des participants ont relevé les problèmes auxquels sont confrontés ces institu-

tions religieuses dans la wilaya, proposant un appui financier et moral des zaouïas, la réhabilitation de certaines d'entre elles ainsi que l'octroi des bourses d'études aux élèves de ces établissements religieux similaires à celles attribuées aux étudiants universitaires et aux apprentis des centres de formation professionnelle ainsi que l'organisation périodique de forums pour les cheikhs des zaouïas.

Ces préoccupations s'inscrivent dans le cadre d'une démarche visant la réévaluation des missions de ces institutions religieuses et leur accompagnement pour réhabiliter leur place dans la société, a-t-on souligné.

ASSOCIATIONS - RENCONTRE

Berramdane: "l'opportunisme dans le mouvement associatif disparaîtra progressivement"

Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a affirmé, jeudi soir à Blida, que "l'opportunisme dans le mouvement associatif devra disparaître progressivement afin d'ouvrir la voie aux associations activant au service de la société".

"Grâce aux mécanismes juridiques et réglementaires qui seront établis à l'avenir, il sera procédé à l'éradication de l'opportunisme dans le secteur associatif", a fait savoir M. Berramdane lors d'une rencontre de consultation tenue jeudi soir avec les représentants des associations, à savoir les membres, les présidents des associations et les comités de quartiers de la wilaya de Blida.

Selon le même responsable, la numérisation de l'action associative permettra d'évaluer son action et ce à travers la présentation des différentes activités des associations dans les différents domaines, notamment caritatifs,

sportifs, culturels, mettant ainsi fin à l'opportunisme de manière graduelle.

M. Berramdane a fait état de la création prochaine d'une plateforme numérique spécifique aux doléances des associations et des représentants de la société civile en vue de les examiner et de les résoudre pour asseoir des passerelles entre l'administration et les associations, ajoutant que cette revendication était à la tête de leurs préoccupations soulevées lors de cette rencontre organisée au niveau de la salle des conférences à la wilaya de Blida.

Par ailleurs, M. Berramdane a salué le grand travail accompli par le mouvement associatif à l'étranger, représenté par la communauté nationale qui œuvre à créer un pont de communication avec la mère patrie et à contribuer au service du pays, faisant état d'un travail en cours pour créer une plateforme de communication entre ce mouvement associatif et les associations nationales afin de bénéficier de leur expé-

rience dans divers domaines. Il s'est en outre félicité du rôle important joué par le mouvement associatif de la wilaya face à la pandémie du Coronavirus, à travers la contribution à l'action de sensibilisation et l'acheminement des aides aux familles impactées par le confinement sanitaire, ce qui relève la grande importance que revêt ce mouvement dans l'édification de la patrie, a-t-il dit.

S'inscrivant dans le cadre d'une série de rencontres organisées à travers toutes les wilayas du pays pour engager des consultations avec la société civile afin de soulever des suggestions et des recommandations, cette rencontre a permis d'écouter les préoccupations des présidents d'associations et des comités de quartier qui réclamaient, dans la plupart, l'assainissement du domaine des opportunistes et la levée des obstacles bureaucratiques auxquels ils sont confrontés, tels l'octroi d'accréditations et le problème de la numérisation du secteur.

JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID À SKIKDA 35 bus de transport scolaire octroyés au profit des zones d'ombre

Un lot de 35 bus a été attribué jeudi au profit de plusieurs communes de la wilaya de Skikda dans le cadre des festivités commémorant la Journée nationale du Moudjahid et le double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956).

Les bus destinés au transport scolaire seront réservés aux communes dans les zones d'ombre et viendront renforcer, dès la rentrée scolaire 2020-2021, le parc des bus scolaires de ces régions, selon les informations recueillies sur

place. La célébration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam à laquelle a pris part, aux côtés des autorités locales, le conseiller auprès de la présidence, chargé des archives et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, a été marquée par l'organisation d'une exposition dédiée à la mémoire, à l'initiative du musée régional du moudjahid Ali Kafi, la diffusion d'un documentaire sur le 20 août 1955 dans la région, ainsi que la présentation de communications sur l'événement. Au

cours des festivités tenues au palais de la culture et des arts Malek Chebel, M. Chikhi a salué la mémoire de celles et de ceux qui se sont sacrifiés pour l'indépendance de l'Algérie. A l'occasion, la fille du Chahid Zighoud Youcef, artisan des événements du 20 août 1955, Mme Chama Zighoud, a été honorée. Les autorités locales de Skikda accompagnées par M. Chikhi ont entamé les festivités de célébration de la Journée nationale du Moudjahid en se rendant au cimetière des martyrs de la ville Ramdane Djamel où ils se sont recueillis à la mémoire des

chouhada de la Guerre de libération nationale. La délégation s'est également rendue au stade communal du chef lieu où des Algériens avaient été rassemblés au lendemain du 20 août 1955 et exécutés, en représailles, par l'armée coloniale française. Le bulldozer qui avait servi au creusement des fosses communes pour enterrer les civils algériens assassinés demeure témoin, à l'entrée du stade communal, des représailles de la soldatesque coloniale contre la population de la wilaya de Skikda.

TUNISIE - MIGRATIONS

Plus de 90 personnes arrêtées pour tentative d'immigration clandestine

Plus de 90 individus à travers la Tunisie ont été arrêtés pour tentative d'immigration clandestine, quelques jours seulement après la mise en échec de plusieurs autres tentatives par la Garde nationale tunisienne, a annoncé vendredi le ministère tunisien de l'Intérieur.

"En deux jours (19-20 août), 91 individus ont été interpellés, alors qu'ils étaient sur le point de rallier les côtes européennes", indique le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Des canots pneumatiques et des embarcations de fortune ainsi qu'une somme importante d'argent en devises ont été saisies, selon la même source.

Au début de semaine, des unités et patrouilles de la Garde nationale tunisienne



avaient mis en échec plusieurs autres tentatives d'immigration illégale et ont arrêté 96 individus alors qu'ils étaient sur le point de naviguer clandestinement vers les côtes européennes, toujours selon le ministère de l'Intérieur.

Les tentatives d'immigration clandestine se multiplient en été, alors que les migrants cherchent notamment à rejoindre l'île italienne de Lampedusa, située à environ 80 km de la côte tunisienne.

ACCORD AVEC LES ETATS-UNIS SUR LES RÉFUGIÉS

Le Canada fait appel

Ottawa a indiqué vendredi qu'il faisait appel d'une décision de la Cour fédérale du Canada qui invalide un accord controversé passé avec les Etats-Unis obligeant les demandeurs d'asile qui tentent de franchir la frontière canadienne à demander d'abord l'asile sur le sol américain.

Cet accord canado-américain, passé en 2004, stipule qu'une personne demandant l'asile doit déposer sa demande dans le premier pays où elle entre, soit le Canada, soit les Etats-Unis.

Le 22 juillet, la Cour fédérale du Canada a invalidé l'accord controversé en jugeant que cette "entente sur les pays tiers sûrs" violait la Charte canadienne des droits et libertés. "Aujourd'hui, le gouvernement du

Canada a interjeté appel devant la Cour d'appel fédérale étant donné qu'il estime que certaines principales conclusions contiennent des erreurs de fait et de droit", a déclaré dans un communiqué le ministre de la Sécurité publique Bill Blair. "Il y a des principes juridiques importants à déterminer dans cette affaire, et il incombe au gouvernement du Canada d'interjeter appel pour assurer la clarté du cadre juridique et régissant le droit d'asile", a-t-il ajouté. "Le gouvernement du Canada demeure fermement résolu à maintenir un système de protection des réfugiés compatisant, équitable et ordonné", a précisé M. Blair. En outre, Ottawa continue d'avoir des "discussions actives" avec Washington concernant cet accord afin

d'assurer qu'il respecte les obligations internationales. La cour a suspendu l'application de son jugement pendant six mois, afin de donner au Parlement le temps d'y répondre. L'accord reste en vigueur pour cette période. Plusieurs associations de défense des réfugiés et l'opposition au gouvernement de Justin Trudeau l'ont dénoncé à plusieurs reprises.

Elles estiment que les Etats-Unis de Donald Trump, qui ont durci les règles en matière d'asile, ne sont plus un "pays sûr" pour les réfugiés.

Depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, des dizaines de milliers de personnes ont franchi la frontière américano-canadienne afin de déposer leur demande d'asile au Canada.

BRÉSIL

Des dirigeants de la compagnie maritime danoise Maersk dénoncés pour corruption

Le parquet brésilien a dénoncé pour corruption deux dirigeants liés à la compagnie maritime danoise AP Moller Maersk, principal opérateur mondial de transport maritime de fret.

Le ministère public a porté plainte devant le tribunal contre Wanderley Saraiva, un représentant de Maersk, et Viggo Andersen, le directeur de la société au Brésil, pour leur implication présumée dans une affaire de corruption découverte au sein de la compagnie pétrolière publique Petrobras. Eduardo Autran, ancien responsable de Petrobras Logistics, a également été dénoncé pour corruption

passive et détournement de ressources publiques, selon un communiqué du parquet. Les trois font l'objet d'une enquête pour irrégularités dans les contrats d'affrètement signés entre Maersk et Petrobras et qui, selon les autorités, ont causé des dommages économiques à la société brésilienne, estimés à 31,7 millions de dollars.

Selon la plainte déposée devant les tribunaux de Curitiba, où sont menées la plupart des enquêtes de l'opération anticorruption Lava Jato, entre 2006 et 2014, Andersen, le représentant de Maersk au Brésil, a convenu avec l'entreprise de payer des commissions illégales attei-

gnant 2,5 % de la valeur des contrats signés avec Petrobras.

La moitié de ce montant a été transférée à une société créée par Saraiva, qui a agi comme intermédiaire dans la négociation des contrats et qui, à son tour, a donné une partie de cet argent à l'ancien directeur de l'approvisionnement de Petrobras, Paulo Roberto Costa.

Costa a avoué de telles pratiques dans un accord de collaboration avec les autorités brésiennes et son témoignage a servi de base à la plainte présentée par le ministère public.

En échange de ces pots-de-vin, Costa a donné à

Maersk des informations sur les demandes de Petrobras concernant l'affrètement de grands navires, en plus d'influencer les contrats de la société danoise.

Selon le bureau du procureur, ce pacte a abouti au "versement effectif d'environ 720.000 dollars" sous forme de pots-de-vin à Costa.

Lava Jato enquête depuis 2014 sur un vaste réseau de corruption qui a détourné des ressources millionnaires de la compagnie pétrolière et pour lequel des dizaines d'hommes d'affaires et de politiciens de haut rang ont été emprisonnés, dont l'ancien président brésilien Lula da Silva.

MAURICE

Les experts internationaux avalisent la décision de saborder la partie avant du vraquier Wakashio

Les experts internationaux présents à Maurice dans le cadre des travaux de sauvetage et de nettoyage suite au naufrage du vraquier japonais battant pavillon panaméen, le MV Wakashio, ont estimé vendredi que la décision de saborder la partie avant du navire était la meilleure option. Elle a notamment été défendue par Matthew Sommerville du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) lors d'une conférence de presse à Blue Bay dans le sud-est de l'île, la région affectée par le déversement de fioul, en compagnie de quatre experts entourant le commissaire de police mauricien Khemraj Servansing. Selon M. Sommerville, il y avait plusieurs options

qui s'offraient aux autorités, lesquelles ont sollicité l'avis d'experts internationaux et écouté les réserves affichées par certains, dont la France, qui s'inquiète que l'île voisine de La Réunion ne souffre d'éventuelles conséquences écologiques de la marée noire. Il a expliqué que le bateau, du moins sa partie avant, avait été nettoyé de tout ce qui était susceptible de causer des dégâts environnementaux, comme les résidus d'huile lourde.

Plusieurs sites ont été identifiés et celui qui a finalement été choisi convient parfaitement à ce genre d'opération. Il se trouve à 24 km à l'est des côtes mauriciennes à une profondeur de 3.150 m. "A cette profondeur, le bateau ne sera pas un

danger pour les cétacés", a assuré Hughes Vitry, plongeur professionnel de renom et président du Comité technique de la Fédération nationale mauricienne de plongée (MSDA). Les autres experts présents ont salué le travail fourni par la population et les autorités pour minimiser les dégâts causés par le fioul du Wakashio. Ils ont fait comprendre que les travaux de réhabilitation prendraient entre six mois et deux ans. Les sites de loisirs devraient être prêts très vite, alors que pour des sites naturels comme la mangrove, cela prendra plus de temps car les travaux sont délicats et doivent être menés avec soin afin de ne pas causer plus de dégâts que la marée noire elle-même.

MEXIQUE

Le président demande une enquête sur son frère pour une éventuelle corruption

Le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador s'est dit vendredi pour l'ouverture d'une enquête contre un de ses frères qui apparaît dans un vidéo en train de recevoir de l'argent pour financer une campagne électorale locale en 2015.

"Il ne peut y avoir d'impunité pour personne. Si un parent commet un délit, il doit être jugé (...) Il faut que mon frère (Pio Lopez Obrador) et (son collaborateur) David Leon soient entendus", a déclaré le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse quotidienne.

Sur les images, son frère est vu en train de percevoir, selon les calculs du président mexicain lui-même, environ deux millions de pesos (130.000 dollars).

Le président a assuré qu'il pouvait toutefois s'agir de "contributions du peuple" à une campagne municipale au Chiapas.

Au Mexique, il est légal de recevoir ce type de don, à condition qu'il soit déclaré.

"Le but est de nuire à l'image de mon gouvernement, mais ils n'y parviendront pas", a dénoncé le chef de l'Etat.

La vidéo a été diffusée quelques jours après la divulgation d'une autre vidéo, datant de 2013, qui montre deux hommes politiques, membres de l'opposition, avec des valises remplies de billets, supposément des pots-de-vin versés par le géant brésilien du bâtiment Odebrecht au gouvernement de l'ex-président Enrique Peña Nieto (2012-2018).

Elle intervient également après les accusations de l'ex-dirigeant de la compagnie publique de pétrole Pemex, Emilio Lozoya, qui affirme que l'ex-président Peña Nieto et son ancien ministre des Affaires étrangères Luis Videgaray ont payé des députés avec de l'argent reçu d'Odebrecht pour voter une ouverture du secteur énergétique aux capitaux privés.

M. Lozoya affirme aussi que l'entreprise brésilienne a versé 4,4 millions de dollars pour financer la campagne électorale de M. Peña Nieto en 2012.

USA

Naissance d'un bébé panda géant au zoo de Washington

La femelle panda géante du zoo de Washington a donné naissance à un bébé vendredi, quatre ans après sa dernière grossesse, ont annoncé les responsables de l'établissement. "Nous sommes ravis de vous annoncer que Mei Xiang a accouché à 18H35 (22H35 GMT) et qu'elle prend soin de son nouveau-né avec attention", a indiqué le Smithsonian's National Zoo.

Les fans de l'animal ont pu suivre son accouchement en direct grâce à un "panda cam", accessible sur le site internet du zoo, qui la filme 24 heures sur 24.

Mei Xiang, âgée de 22 ans, avait été inséminée artificiellement le 22 mars avec la semence congelée du mâle Tian Tian, également pensionnaire du zoo et qui fêtera ses 23 ans à la fin du mois, selon l'établissement.

Depuis leur arrivée en 2000, Mei Xiang a déjà eu trois bébés ayant survécu: deux mâles - Tai Shan en 2005 et Bei Bei en 2015 - et une femelle, Bao Bao, en 2013.

Les trois pandas sont retournés en Chine à leur quatrième anniversaire, aux termes d'un contrat de partenariat avec le centre de conservation chinois.

Il prévoit également le retour en Chine de Mei Xiang et Tian Tian en décembre prochain.

L'accord d'américano-chinois prévoit aussi le paiement de 500.000 dollars par an du National Zoo pour soutenir les efforts de conservation en Chine de cette espèce classée comme "vulnérable".

Moins de 2.000 pandas géants vivent encore dans leur habitat naturel du centre de la Chine, tandis que 600 autres vivent dans des zoos et des centres de reproduction à travers le monde, selon le zoo de Washington.

S A N T É - A L G É R I E

BORDJ BOU ARRERIDJ Vers la réalisation de 2 polycliniques à l'initiative d'un bienfaiteur

Deux (2) polycliniques seront réalisées "prochainement" à Bordj Bou Arreridj à l'initiative d'un bienfaiteur, a-t-on appris mercredi de la directrice locale de la santé et de la population (DSP), Nacira Abderrahim.

Ces deux infrastructures de santé seront réalisées au chef lieu de wilaya, précisément à Boumergrad au quartier des moudjahidine et à l'entrée de la commune Ras El Oued, deuxième plus grande agglomération de la wilaya, a-t-elle précisé à l'APS. Rappelant le déficit enregistré dans ces deux régions en matière d'infrastructures sanitaires, la même responsable a mis l'accent sur l'apport de ces deux futures polycliniques dans la prise en charge des malades.

Ces deux projets qui sont totalement financés par un bienfaiteur, bénéficieront de l'accompagnement technique de la DSP et de la direction des équipements publics, a-t-on noté.

Au cours d'une réunion de concertation avec le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek, le bienfaiteur s'est engagé à réaliser des initiatives similaires à travers plusieurs communes de la wilaya, a-t-on relevé, soulignant que des instructions ont été données, par le chef de l'exécutif local, à l'effet de faciliter les procédures administratives pour lancer ces projets et encourager ce genre d'initiatives.

EL-TARF Formation sur l'entretien des équipements des ambulances médicalisées

Une formation dédiée à l'utilisation du matériel des ambulances médicalisées et à la manière de les entretenir notamment en cette période de propagation du coronavirus ont été organisées au profit d'une quarantaine de paramédicaux et de chauffeurs de la Direction de la santé et la population (DSP) de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris mercredi de la responsable locale de la DSP Nehla Zouizi.

Ciblent 16 agents paramédicaux et 16 chauffeurs, la formation, lancée mardi et qui s'étalera sur deux jours, s'inscrit dans le cadre de la formation continue au profit du personnel du secteur de la DSP, a précisé Mme Zouizi.

La première journée a été animée par un réanimateur exerçant au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) de Besbes qui avait présenté aux participants différents points liés à l'utilisation efficiente du matériel de la dizaine d'ambulances médicalisées exploitées pour la prise en charge des malades.

L'accent a été mis sur les dispositions à suivre lors du transfert du malade vers les établissements hospitaliers, dans des conditions qui n'aggraveront pas son état ou serait à l'origine de la perte de temps précieuse, a-t-elle précisé.

La deuxième journée a été, quant à elle, consacrée à la formation de 16 chauffeurs d'ambulances sur des thèmes se rapportant essentiellement à l'entretien de ces véhicules médicalisés, particulièrement en cette période de crise sanitaire liée au Covid-19, a souligné la responsable de la DSP.

Un formateur de la protection civile, ayant supervisé cette journée, a insisté sur le respect de la chronologie et des modalités de nettoyage et de désinfection des ambulances en vue de rompre la chaîne épidémiologique et éviter les risques de transmission croisée des microorganismes. Ainsi, la fréquence et les produits utilisés dans le cadre de la désinfection des mains et des ambulances médicalisées ont été longuement explicités aux participants appelés à suivre scrupuleusement les gestes barrières lors de la prise en charge des malades pour préserver leurs vies et celles des autres.

Plusieurs recommandations liées à la prévention optimale ont été dispensées aux participants à ces journées de formation, organisées au siège de la DSP. Mme Zouizi a fait état du renforcement "prochainement" du secteur de la santé d'El Tarf par une dizaine d'ambulances médicalisées.

401 nouveaux cas, 287 guérisons et 6 décès

Quatre cent un (401) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 287 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 41.068 dont 401 nouveaux cas, soit 0,9 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1424 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 28 874, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 17 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 16 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 15 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir



le Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique ac-

tuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation

physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

COVID-19

Appel à plafonner les tarifs des tests sérologiques

Les tarifs des tests sérologiques de la Covid-19 appliqués par les laboratoires privés doivent être plafonnés "afin de les rendre accessibles à tous les citoyens", a estimé le Professeur en immunologie, Kamel Djenouhat, chef de service du Laboratoire central de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Rouïba.

Les tarifs des tests sérologiques de détection du virus appliqués par les laboratoires du secteur privé "variant entre 1.500 et 4.000 DA sont très élevés par rapport au revenu moyen du simple citoyen, et au regard des prix oscillant entre 600 et 900 DA des réactifs utilisés et qui sont produits localement", a expliqué Pr Djenouhat à l'APS. Qualifiant d'"exorbitants" les tarifs appliqués par des propriétaires de laboratoires, mus par le gain rapide en cette situation particulière, il a déploré l'absence, au niveau du ministère de la Santé, d'un service en charge du fonctionnement et de l'organisation des laboratoires d'analyses médicaux privés au lieu de la Direction de la pharmacie et des équipements médicaux.

Cette dernière est essentiellement chargée de la gestion et de la régulation des médicaments et non pas des réactifs et tests destinés aux laboratoires, a-t-il ajouté.

Pour le Pr. Djenouhat, l'absence d'un service au niveau de la Tutelle qui supervise l'organisation et la gestion des produits de laboratoires induit un fonctionnement

"anarchique" de ce domaine.

Par ailleurs, il a appelé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à revoir la formation de biologie en vue d'introduire la spécialité biologie clinique qu'il a jugé "très importante pour la santé publique".

Affirmant que les tests sérologiques sont des analyses d'orientation uniquement, dont les tarifs devraient être fixés par la tutelle, le président du Conseil national de l'Ordre des Médecins, Dr. Bekkat Berkani a appelé à autoriser les laboratoires privés à effectuer les tests PCR, actuellement réalisés uniquement par l'Institut Pasteur et les laboratoires des universités et des CHU.

Une telle démarche permettra, une fois les tarifs plafonnés, de mettre fin à la spéculation et de réduire la pression de la demande sur l'Institut Pasteur et les laboratoires des universités et des CHU.

De son côté, le président de l'Association nationale des laboratoires d'analyses médicales (ALMA), Dr. Abdelhalim Chachou a indiqué que les analyses destinées à détecter les anticorps du Coronavirus "ne sont pas effectuées uniquement par les laboratoires biologiques mais même par des pharmaciens et des médecins généralistes", il a lancé un appel au ministère de la Santé en vue de "recommandations strictes" pour définir qui est habilité à cette mission.

S'agissant des tarifs d'analyses, il a estimé

que leur régulation est difficile en l'absence d'une nomenclature, rappelant que celle en vigueur remonte à 1987 et n'a pas été actualisée depuis, d'où l'anarchie enregistrée dans les prix, notamment dans les grandes villes, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'ancien président de l'ALMA, Dr. Ould Rouis a expliqué que les tests sérologiques rapides "doivent être effectués 15 à 20 jours après la contamination" car, a-t-il assuré, avant cette période, "le test est sans intérêt et faussement rassurant". Pour ce qui est des tarifs appliqués des tests rapides, il a estimé qu'ils "doivent être à la portée des citoyens" à la lumière de la concurrence du marché, qui s'auto-régule systématiquement. Dans ce cadre, la Société Algérienne de Microbiologie Clinique et la Société Algérienne d'Infectiologie ont mis en avant l'impératif de recommandations de dépistage à l'adresse des laboratoires d'analyses médicales privés pour pallier l'anarchie caractérisant l'activité de certains.

Par ailleurs, la Directrice générale de la Pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, Pr.

Wahiba Hadjoudj, a fait état de l'élaboration en cours d'une réglementation pour les laboratoires d'analyses médicales et de la préparation d'une nomenclature des prix en coopération avec la CNAS afin que le citoyen soit remboursé au prix réels.

ORAN

Levée du confinement pour 195 algériens rapatriés des USA

Les 195 ressortissants algériens rapatriés des Etats-Unis d'Amérique ont quitté, vendredi, Oran, après la fin de leur période de confinement sanitaire, a-t-on appris auprès

des services de la wilaya. Ces ressortissants, ont séjourné durant une semaine dans les hôtels "Plaza" et "Maghreb El Arabi".

Leur départ s'est fait dans

de "bonnes conditions", ont précisé les mêmes services. Les autorités locales avaient réservé plusieurs bus pour assurer le transport de ces citoyens vers leurs wilayas de

résidence. Cette opération de rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger s'inscrit dans le cadre du plan mis en place par le ministère des affaires étrangères, rappelle-t-on.

CONSTANTINE - COVID-19

Vaste campagne de contrôle des mesures préventives obligatoires dans les restaurants et les cafés

Les services de la sûreté de wilaya de Constantine en collaboration avec la direction locale du commerce ont lancé mercredi une vaste campagne de contrôle de l'application des mesures préventives obligatoires dans les restaurants, cafés et boulangeries des villes de Constantine et El Khroub, inscrites dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus.

Cette campagne a pour objectif de s'enquérir du respect des mesures préventives, le port de masque et la distanciation physique notamment par les propriétaires des locaux commerciaux et les citoyens, a précisé le chef du service de wilaya de la police judiciaire, Mohamed Yazid Bouekri en

marginant le lancement de cette opération. Les services de la sûreté de wilaya de Constantine oeuvrent à intensifier les tournées de contrôle dans ces espaces commerciaux et publics rouverts récemment et axent également sur la sensibilisation pour "mieux faire passer le message", a souligné la même source.

Estimant que la lutte contre le coronavirus nécessite la conjugaison des efforts de tous (commerçants et citoyens), le même responsable a précisé que les services de la police veillent au strict respect des mesures d'hygiène et préventives à l'intérieur de ces espaces pour éviter au maximum la propagation du Covid-19. De son côté, le chef du

service de protection des consommateurs et de la répression de la fraude auprès de la direction locale du commerce, Abdelghani Bounaâs, a indiqué que cette opération d'intervention s'inscrit dans le cadre du travail de proximité pour préserver la santé du consommateur surtout en cette conjoncture particulière marquée par une crise sanitaire. Plus de 100 interventions ont été réalisées dans le cadre de cette opération de contrôle donnant lieu à l'établissement de 8 procès verbaux et la fermeture de 4 commerces pour "non respect du protocole préventif en vigueur", selon le même responsable.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

793.847 morts et 22.734.900 cas d'infection

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 793.847 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi de sources officielles vendredi à 11h00 GMT.

Plus de 22.734.900 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 14.298.000 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de jeudi, 6.209 nouveaux décès et 273.683 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.213 nouveaux morts, le Brésil (1.204) et l'Inde (983). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 174.290 décès pour 5.575.386 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.



Au moins 1.947.035 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 112.304 morts pour 3.501.975 cas, le Mexique avec 59.106 morts

(543.806 cas), l'Inde avec 54.849 morts (2.905.823 cas), et le Royaume-Uni avec 41.403 morts (322.280 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 86 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Pérou (82), l'Espagne (62), le Royaume-Uni (61), et l'Italie (59).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 84.917 cas (22 nouveaux entre jeudi et vendredi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 79.792 guérisons.

L'Amérique Latine et les Caraïbes totalisaient vendredi à 11h00 GMT 252.233 décès pour 6.501.985 cas, l'Europe 212.435 décès (3.648.960 cas), les Etats-Unis et le Canada 183.376 décès (5.699.039 cas), l'Asie 85.076 décès (4.322.802 cas), le Moyen-Orient 33.556 décès (1.375.745 cas), l'Afrique 26.964 décès (1.159.513 cas), et l'Océanie 507 décès (26.861 cas).

INDE

Le nombre total de cas d'infection approche les 3 millions, avec plus de 55.000 décès

Le nombre total de cas d'infection confirmés au nouveau coronavirus en Inde approche de la barre des trois millions, à 2.975.701, tandis que le nombre total de décès atteint 55.794, selon les données publiées samedi par

le ministère de la Santé. Au cours des dernières 24 heures, un total de 69.878 nouveaux cas et 945 décès ont été ajoutés au bilan.

Il reste à ce jour 697.330 cas actifs dans ce pays.

A ce jour, 2.222.577

patients ont guéri et ont quitté l'hôpital. Le gouvernement a renforcé les capacités de dépistage ces dernières semaines. D'après le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), on comptait en date de vendredi un total de

34.491.073 échantillons testés, dont 1.023.836 au cours de la seule journée de vendredi.

C'est la première fois que plus d'un million d'échantillons sont testés en un seul jour.

CORÉE DU SUD

Le renforcement des restrictions étendu

La Corée du Sud a annoncé samedi qu'elle étendrait à l'ensemble de son territoire à partir de dimanche le renforcement des mesures de restrictions appliquées dans la région de Séoul, dont les rencontres sportives à huis-clos, afin d'endiguer la propagation du Covid-19.

La décision a été prise après que le pays, qui avait jusqu'ici réussi à juguler l'épidémie grâce à une stratégie très poussée de tests et de traçage des contacts des personnes infectées, a enregistré plus de 300 nouveaux de

Covid-19 cas durant deux jours consécutifs, dont 332 samedi, un record depuis le mois mars. "Nous sommes dans une phase très fragile qui pourrait voir le début d'une seconde vague nationale", a estimé le ministre de la Santé Park Neung-hoo lors d'un point-presse.

La Corée du Sud avait interdit depuis mardi les grands rassemblements et ordonné la fermeture des boîtes de nuit, des musées ainsi que de certains restaurants à Séoul et dans sa région en raison d'une hausse des cas de coronavirus. Les

mesures de restrictions renforcées concernent les rassemblements de personnes mais aussi les activités du sport professionnel, les rencontres sportives devant à nouveau se disputer à huis-clos. Toutes les plages du pays seront également fermées à partir de minuit.

Jusqu'à présent la Corée du Sud a décompté un total de 17.002 cas de contamination, dont la moitié sont issus de la région de Séoul, et 309 décès pour une population de 51 millions d'habitants.

AFRIQUE DU SUD

Le nombre de cas d'infection confirmés dépasse les 600.000

L'Afrique du Sud enregistre au total 603.338 cas confirmés d'infection au nouveau coronavirus, dont 3.398 signalés ces dernières 24 heures, a annoncé vendredi le ministre de la Santé, Zweli Mkhize. Pendant la même période, le pays a également rapporté 225 nouveaux

décès dus au COVID-19, portant le total à 12.843, a-t-il ajouté. La province du Cap-Occidental demeure l'épicentre de la pandémie avec 3.713 décès, suivie par celles du Gauteng (3.190) et du Cap-Oriental (2.753). Le nombre de personnes guéries est de

500.102, avec un taux de rétablissement de 82%, selon M. Mkhize. Au cours des quatre dernières semaines, le nombre journalier de nouveaux cas a baissé, passant de plus de 12.000 à une moyenne de près de 4.000. L'Afrique du Sud compte le plus grand nombre

de cas d'infection confirmés sur le continent, avec un bilan représentant plus de la moitié des cas enregistrés en Afrique. Au niveau planétaire, elle se classe au cinquième rang en termes de cas confirmés derrière les Etats-Unis, le Brésil, l'Inde et la Russie.

MEXIQUE - RUSSIE - VACCIN

Le Mexique recevra 2.000 doses du vaccin russe pour la phase III des essais cliniques

Le ministre mexicain des Relations extérieures Marcelo Ebrard a indiqué que son pays recevra au moins 2.000 doses du vaccin russe Sputnik V pour la phase 3 des essais cliniques suite à un accord conclu entre les deux gouvernements.

S'exprimant lors de la conférence de presse quotidienne du président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador, le chef de la diplomatie a révélé qu'au moins 2.000 doses du vaccin russe Sputnik V seront utilisées au Mexique dans le cadre d'essais cliniques.

Hier, ce qui a été réalisé à l'issue des entretiens avec l'ambassadeur russe, c'est

qu'au moins 2.000 doses du vaccin seront livrées pour faire un protocole et le tester au Mexique. C'est une très bonne nouvelle parce que nous gagnons du temps et n'attendons pas la fin de la troisième phase des essais dans d'autres pays", a-t-il indiqué. M. Ebrard a souligné que les médecins mexicains participeraient à la troisième phase d'essais de deux vaccins chinois et des vaccins américains, du franco-britannique et du russe.

"Les délais de la livraison seront annoncés plus tard, nous attendons une confirmation. Cela permettra d'entamer au Mexique la troisième phase des essais

du vaccin russe", a-t-il signalé. Le Mexique, qui compte à ce jour 543.806 cas de contamination confirmés et 59.106 décès, contre plus de 372.000 cas de guérison, avait précédemment témoigné de son intérêt pour le vaccin russe. La semaine dernière, le président Vladimir Poutine a annoncé qu'un premier vaccin "assez efficace" avait été mis au point en Russie. Moscou a depuis précisé avoir produit les premières doses.

Le "Sputnik V" est cependant perçu avec scepticisme par le reste du monde, la phase finale des essais n'ayant commencé que très récemment.

ARGENTINE - VACCIN

Un vaccin chinois contre le Covid-19 sera testé sur des volontaires

Un projet de vaccin contre le Covid-19 du laboratoire chinois Sinopharm sera testé en phase 3 sur des volontaires en Argentine, a annoncé vendredi le ministre de la Santé, Ginés Gonzalez Garcia.

"Nous sommes très fiers de ce succès dans laquelle les parties ont engagé tous les efforts afin que nous puissions avancer ensemble et solidairement pour mettre des résultats à la disposition de notre population", a déclaré le ministre lors d'une manifestation publique.

"Nous avons hâte que l'étude commence afin d'obtenir des résultats et de les partager", a-t-il ajouté. Il y a un mois, l'Argentine avait déjà annoncé que les projets de vaccin des laboratoires allemand BioNTech et américain Pfizer seraient testés en phase 3 sur un groupe de volontaires. Par ailleurs, avec le Mexique, l'Argentine a accepté de produire des millions de doses du vaccin développé par l'université d'Oxford avec la société pharmaceutique britannique AstraZeneca pour les distribuer en Amérique latine s'il franchit la phase 3 des essais cliniques. L'Argentine, qui compte 44 millions d'habitants, a enregistré près de 321.000 cas de Covid-19 et plus de 6.500 décès, selon les derniers chiffres officiels.

OMS - ÉPIDÉMIE - ENFANTS

L'OMS recommande le port du masque dès 12 ans dans les mêmes conditions que les adultes

Les enfants âgés de 12 ans et plus devraient porter le masque dans les mêmes conditions que les adultes pour combattre la pandémie de Covid-19, selon des recommandations de l'OMS publiées vendredi. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réuni un groupe d'experts international et pluridisciplinaire chargé de passer en revue les données sur le Covid-19 et sa transmission chez l'enfant, ainsi que les quelques données disponibles limitées sur l'utilisation de masques par les enfants.

Sur la base de ces informations et d'autres facteurs tels que les besoins psychosociaux des enfants ainsi que les différentes étapes de leur développement, l'autorité sanitaire mondiale a publié vendredi des recommandations détaillées pour les enfants, par tranche d'âge.

L'OMS recommande ainsi "le port du masque aux enfants âgés de 12 ans et plus dans les mêmes conditions que les adultes, en particulier lorsqu'ils ne peuvent garantir une distance d'au moins un mètre des autres et si la transmission est généralisée dans la zone concernée". Les enfants âgés de 5 ans et moins ne devraient eux pas être obligés de porter un masque. "Cette indication est fondée sur la sécurité et l'intérêt global de l'enfant, et sur sa capacité à utiliser un masque correctement avec une assistance minimale", a précisé l'agence spécialisée onusienne.

Quant à 6 à 11 ans, l'OMS recommande que la décision d'utiliser un masque soit fondée sur une série de facteurs, parmi lesquels le niveau de transmission du virus dans la zone où réside l'enfant et sa capacité à utiliser un masque correctement et en toute sécurité. L'accès aux masques, ainsi que la possibilité de les laver ou de les remplacer dans certains contextes tels que les écoles, une supervision adéquate par un adulte et des instructions données à l'enfant sur le port doivent également être pris en compte. D'autres facteurs clés pour les 6 à 11 ans sont les incidences potentielles sur l'apprentissage et le développement psychosocial et les interactions particulières de l'enfant avec d'autres personnes exposées à un risque élevé de développer une maladie grave, telles que les personnes âgées et celles souffrant d'autres affections préexistantes.

Plus généralement, l'OMS souligne que l'utilisation du masque chez les enfants de tout âge souffrant de troubles du développement, de handicaps ou d'autres problèmes de santé spécifiques ne devrait pas être obligatoire et devrait faire l'objet d'une évaluation au cas par cas. L'OMS note par ailleurs que les enfants ne devraient pas porter de masque "lorsqu'ils font du sport ou pratiquent une activité physique, comme courir, sauter ou jouer sur un terrain de jeu, afin que cela ne gêne pas leur respiration", et appelle au maintien d'une distance d'au moins un mètre.

En ce qui concerne le type de masque, l'OMS explique que les enfants qui sont en bonne santé peuvent porter un masque non médical ou en tissu, et souligne que l'adulte qui fournit le masque doit s'assurer que le masque en tissu est de la bonne taille et qu'il couvre suffisamment le nez, la bouche et le menton.

SCOLIOSE COMMENT LA DÉPISTER ?



L'Académie nationale de médecine veut alerter les parents sur les signes de scoliose. C'est à eux que revient de faire un premier dépistage chez leurs enfants avant d'aller interroger le médecin.

Dans une petite vidéo qu'elle vient de mettre en ligne sur YouTube, l'Académie nationale de médecine veut attirer l'attention des parents sur le dépistage de la scoliose. Selon les médecins, détecter une scoliose est à la portée de tous et les parents ne devraient pas négliger cet examen qui permet de détecter une éventuelle déformation au plus tôt. Cela permet de pouvoir la corriger et de suivre la croissance de l'enfant plus attentivement.

Les 2 signes principaux

Deux signes indiquent la présence d'une scoliose, une déformation de la colonne vertébrale, dues à des causes multiples mais souvent héréditaires.

Le premier est une dissymétrie costale : pour la repérer, vous demandez à votre enfant de se pencher en avant, jambes droites et serrées, et mains entre les genoux. Si son dos penche d'un côté,

c'est qu'il y a une asymétrie costale, signe d'une scoliose thoracique. Le second est la lucarne : il est visible lorsque l'enfant est debout avec les pieds joints et les bras pendants. Si une sorte de lucarne est visible entre le corps et l'un des bras, c'est le signe d'une scoliose lombaire ou thoraco-lombaire.

Peut-on la corriger ?

Lorsqu'une scoliose est diagnostiquée chez l'enfant, on ne peut supprimer la déformation mais on peut la corriger. En cas de courbure légère, l'enfant sera surveillé tout au long de sa croissance et notamment au début de la puberté, lorsque le rachis grandit le plus. En cas de déformation plus importante, un corset peut être prescrit par le médecin afin d'empêcher l'accentuation de la courbure. Seules les formes les plus sévères doivent être traitées chirurgicalement.

La scoliose, de mieux en mieux prise en charge

Traiter un ado souffrant de scoliose, ce n'est pas seulement l'enfermer dans un corset ou l'opérer. Grâce aux progrès de la recherche, de nouvelles pistes de traitements complémentaires émergent.

Environ 2 % des jeunes de 10 à 16 ans - des filles huit fois sur dix - souffrent d'une scoliose idiopathique, c'est-à-dire sans cause connue. Dans 30 % des cas, cette déformation de la colonne vertébrale, qui prend le plus souvent la forme d'un S, est sévère et évolutive avec un angle de Cobb (mesure de la courbure) supérieur à 30°.

« Cela peut entraîner des douleurs lombaires et des difficultés respiratoires, sans parler du retentissement esthétique et psychologique, trop souvent négligé », déplore le Dr Jean-François Catanzariti.

LE CORSET N'EST PAS LA SEULE SOLUTION !

Actuellement, selon l'importance de sa scoliose, le jeune se voit proposer soit une surveillance tous les six mois, soit un corset rigide à porter jusqu'à la fin de l'adolescence, soit, dans les cas les plus sévères, une intervention chirurgicale pour bloquer la partie déformée de la colonne vertébrale.

Une prise en charge qui s'avère peu satisfaisante, juge notre spécialiste. Ce dernier regrette que l'on ne s'inspire pas davantage des avancées effectuées ces dix dernières années, notamment grâce à la Fondation Cotrel, qui coordonne et soutient la recherche sur les maladies de la colonne vertébrale.

ERGOTHÉRAPEUTE, KINÉ, MÉDECIN... UNE PRISE EN CHARGE PLURIDISCIPLINAIRE

« En attendant l'arrivée des corsets "intelligents" en textile, connectés sur smartphone, la prise en charge de ces jeunes doit se faire conjointement par un ergothérapeute, un psychologue, un médecin, un kinésithérapeute, un podologue et un orthopédiste », estime le Dr Catanzariti.

La scoliose s'accompagne en effet d'un trouble de la posture, mais aussi d'une perception faussée de la verticalité. L'enfant avec une scoliose à convexité droite a l'impression que son buste est droit alors qu'il grandit « décalé vers la droite ». Autre constat : la majorité des jeunes qui ont une scoliose sous-estiment l'importance de leur déformation, et ce d'autant plus qu'elle est sévère. « Il faut donc les aider à en prendre conscience, puis à



l'accepter, pour espérer ensuite les faire adhérer au programme de rééducation, les encourager à s'autocorriger dans les activités de la vie quotidienne », analyse le spécialiste. Différentes prises en charge sont nécessaires : l'éducation thérapeutique pour mieux connaître sa maladie, donc, le soutien psychologique, la rééducation globale des sens (vision, toucher, audition...) pour améliorer la perception de la déformation. Ce qui n'exclut pas le

port d'un corset souple la nuit et de semelles de proprioception dites « actives » ainsi que la pratique d'exercices de respiration.

UNE ACTIVITÉ SPORTIVE RÉGULIÈRE

Autre nouveauté : le sport encadré par un enseignant en activité physique adaptée à toute sa place dans le traitement de la scoliose. Une pratique qui permet de corriger la position du corps, de renforcer la musculature autour

des vertèbres et de traiter des déficiences spécifiques (diminution de la capacité respiratoire, raideur, douleurs rachidiennes...). « L'escalade, par exemple, muscle, assouplit et fait travailler la proprioception, souligne le médecin. Et si le jeune souhaite, en plus, continuer à pratiquer son sport deux à trois heures par semaine, pourquoi pas, même s'il s'agit d'une activité asymétrique telle que le tennis ou le golf. »

SCOLIOSE DE L'ENFANT : UNE MALADIE AUX CAUSES MULTIPLES

Cette déviation de la colonne vertébrale fait l'objet de nombreuses recherches. Avec un objectif principal : essayer de prévoir son évolution pour savoir quelle scoliose il faut traiter, et quand. Le point avec le Professeur Michel Guillaumat, chirurgien orthopédique.

La scoliose est une anomalie du développement du dos dont la cause reste mystérieuse. Rien à voir avec un cartable trop lourd ou le fait de se tenir mal. Mais le mystère est en train de s'éclaircir, notamment grâce à la Fondation Yves-Cotrel, dédiée à la recherche sur les maladies de la colonne vertébrale.

Puis les adolescents ont mis leur corset, meilleurs ont été les résultats pour leur colonne vertébrale.

L'étude du Dr Weinstein, professeur en chirurgie orthopédique à l'université de l'owa, a été publiée dans la revue médicale *New England Journal of Medicine*.

Elle a consisté à étudier l'effet du corset sur 150 jeunes patients âgés de 10 à 15 ans souffrant de scoliose plus ou moins sévère. Les médecins leur ont demandé de porter cet appareil 18 heures chaque jour. Un suivi a été effectué pendant deux ans. Les résultats ont été comparés à 100 autres ados ayant une scoliose mais soumis uniquement à des visites de contrôle.

Une prise en charge précoce pour les scoliose évolutives. Après deux ans de suivi, 72 % du groupe "corset" a montré un squelette à maturité dont la déformation ne nécessitait pas de chirurgie alors qu'ils n'étaient que 42 % dans le groupe sans corset.

Si la prescription médicale était de porter 18 heures le corset chaque jour, il s'avère que les ados qui ont été les plus proches de cette recommandation ont affiché les meilleurs résultats. Le port du corset 13 heures par jour a en effet été associé à des taux de réussite compris entre 90 et 93 %, précise le site *medscape*.

Fort de ces conclusions, le Dr Weinstein recommande une détection précoce pour recommander le port du corset aux adolescents dont la déformation de la colonne présente un risque évolutif pouvant nécessiter la chirurgie plus tard : "Une détection précoce est un prérequis pour nous donner un meilleur pronostic dans le corps médical".

Plus les adolescents ont mis leur corset, meilleurs ont été les résultats pour leur colonne vertébrale.

L'étude du Dr Weinstein, professeur en chirurgie orthopédique à l'université de l'owa, a été publiée dans la revue médicale *New England Journal of Medicine*.

Elle a consisté à étudier l'effet du corset sur 150 jeunes patients âgés de 10 à 15 ans souffrant de scoliose plus ou moins sévère. Les médecins leur ont demandé de porter cet appareil 18 heures chaque jour. Un suivi a été effectué pendant deux ans. Les résultats ont été comparés à 100 autres ados ayant une scoliose mais soumis uniquement à des visites de contrôle.

Une prise en charge précoce pour les scoliose évolutives. Après deux ans de suivi, 72 % du groupe "corset" a montré un squelette à maturité dont la déformation ne nécessitait pas de chirurgie alors qu'ils n'étaient que 42 % dans le groupe sans corset.

Si la prescription médicale était de porter 18 heures le corset chaque jour, il s'avère que les ados qui ont été les plus proches de cette recommandation ont affiché les meilleurs résultats. Le port du corset 13 heures par jour a en effet été associé à des taux de réussite compris entre 90 et 93 %, précise le site *medscape*.

Fort de ces conclusions, le Dr Weinstein recommande une détection précoce pour recommander le port du corset aux adolescents dont la déformation de la colonne présente un risque évolutif pouvant nécessiter la chirurgie plus tard : "Une détection précoce est un prérequis pour nous donner un meilleur pronostic dans le corps médical".

Plus les adolescents ont mis leur corset, meilleurs ont été les résultats pour leur colonne vertébrale.

L'étude du Dr Weinstein, professeur en chirurgie orthopédique à l'université de l'owa, a été publiée dans la revue médicale *New England Journal of Medicine*.

Elle a consisté à étudier l'effet du corset sur 150 jeunes patients âgés de 10 à 15 ans souffrant de scoliose plus ou moins sévère. Les médecins leur ont demandé de porter cet appareil 18 heures chaque jour. Un suivi a été effectué pendant deux ans. Les résultats ont été comparés à 100 autres ados ayant une scoliose mais soumis uniquement à des visites de contrôle.

Une prise en charge précoce pour les scoliose évolutives. Après deux ans de suivi, 72 % du groupe "corset" a montré un squelette à maturité dont la déformation ne nécessitait pas de chirurgie alors qu'ils n'étaient que 42 % dans le groupe sans corset.

Si la prescription médicale était de porter 18 heures le corset chaque jour, il s'avère que les ados qui ont été les plus proches de cette recommandation ont affiché les meilleurs résultats. Le port du corset 13 heures par jour a en effet été associé à des taux de réussite compris entre 90 et 93 %, précise le site *medscape*.



diminution pourrait jouer un rôle. On s'intéresse aussi à une protéine, l'ostéopontine, dont le taux pourrait aider à prévoir l'évolution de la déformation au cours de l'adolescence. Un test sanguin est en cours d'évaluation au Canada et en Asie.

LE CERVEAU AUSSI SERAIT IMPLIQUÉ.

Des altérations des organes de l'équilibre (oreille interne) et des asymétries dans le traitement des informations sensorielles par le cerveau ont été mises en évidence. Des tests sont à l'étude pour les explorer. Là encore, il s'agit de rechercher des facteurs neurosensoriels capables de prévoir le caractère évolutif d'une

scoliose, pour traiter à temps celles qui risquent d'évoluer.

Une rééducation du vestibule (l'organe de l'équilibre), à l'aide d'exercices visuels pour améliorer la perception dans l'espace, est pratiquée à Lille par le Dr Dominique Rousié. Possible après 6 ans, elle pourrait stopper l'évolution de certaines scoliose à leur début.

LES TRAITEMENTS PROPOSÉS POUR CORRIGER LA SCOLIOSE

Plus qu'une simple inclinaison latérale, la scoliose est une déviation des vertèbres les unes par rapport aux autres. Elle apparaît le plus souvent au début de l'adolescence, un an ou deux avant les premières règles, et nécessite

toujours une surveillance (examens plus radios) pour suivre son évolution.

La kinésithérapie : elle peut assouplir la colonne vertébrale et améliorer le confort respiratoire, mais elle n'influence pas l'évolution de la scoliose.

Le port d'un corset : il est nécessaire pendant plusieurs mois pour empêcher l'aggravation, quand le dos dévie trop.

La pratique du sport : elle n'est jamais déconseillée. On doit toutefois retirer le corset le temps de l'activité.

La chirurgie : elle est proposée en dernier ressort si la scoliose s'aggrave malgré le corset (1 % des cas).

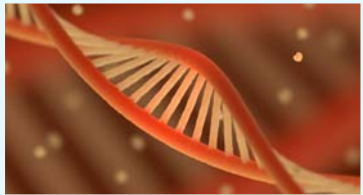
UN GÈNE RESPONSABLE DE LA SCOLIOSE FAMILIALE IDENTIFIÉ

Une étude franco-canadienne vient de confirmer la piste héréditaire de la scoliose. Un gène familial serait responsable. La scoliose, une déformation de la colonne vertébrale assez mystérieuse, serait héréditaire. C'est ce que vient d'annoncer une équipe de scientifiques franco-canadiens dans une étude.

Les chercheurs ont analysé l'ADN d'une famille française, dont plusieurs membres étaient atteints de scoliose. Première étape : un variant dans le gène *POC5* a été identifié. Les chercheurs ont ensuite utilisé

un poisson zèbre, un modèle génétique vertébré, pour démontrer que cette variation génétique provoque bien une déformation de la colonne. Résultat : expérience réussie.

"De nombreux chercheurs tentent depuis des années de découvrir ce qui provoque la maladie, notamment d'un point de vue génétique", explique le Dr Florina Moldovan de l'Université de Montréal et du CHU Sainte-Justine, co-auteur de l'étude. Plusieurs gènes ont été soupçonnés de provoquer la scoliose, mais celui en cause dans la forme familiale restait



inconnu. Cette découverte représente une avancée majeure qui pourrait permettre,

à terme, d'identifier préalablement les personnes à risque.

MALI Washington suspend son aide militaire

Washington a suspendu tout soutien militaire au Mali après la prise du pouvoir par un groupe d'officiers dans ce pays d'Afrique et l'arrestation de son président, a indiqué vendredi un haut responsable américain. "Il n'y a plus ni formation, ni soutien aux forces armées du Mali. Nous avons tout arrêté jusqu'à ce que nous puissions clarifier la situation", a expliqué à des journalistes l'émissaire américain pour le Sahel, Peter Pham.

"On ne sait pas clairement quelles sont les forces impliquées dans la mutinerie, qui est spécifiquement impliqué, ni vers où vont les loyautés", a expliqué le diplomate. Le président malien Ibrahim Boubacar Keita ("IBK") a démissionné après avoir été arrêté mardi par l'armée, au terme de plusieurs semaines de contestation populaire. Les militaires au pouvoir disent vouloir mettre en place "un conseil de transition", avec un président qui sera "un militaire ou un civil". Le gouvernement américain "est en contact" avec le Comité national pour le salut du peuple (CNSP), le groupe d'officiers ayant pris le pouvoir, a précisé M. Pham. "Ces contacts sont opérationnels, ils ne signifient pas une reconnaissance (de la junte), mais l'admission que ces gens ont à un certain degré le contrôle sur certaines choses", a-t-il dit.

Cette mutinerie "ne va certainement pas aider" les forces multinationales qui luttent contre les groupes terroristes au Sahel, a-t-il ajouté, tout en soulignant que les États-Unis allaient poursuivre leur soutien et leur partenariat avec les différentes opérations.

Washington fournit notamment des capacités de renseignement et de surveillance, ainsi que du transport logistique à la France, qui mène depuis 2014 l'opération Barkhane.

La Minusma, engagée depuis 2013, est l'une des missions les plus importantes de l'ONU.

La Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad ont lancé en 2017 la force G5 Sahel. "Nous allons travailler avec nos partenaires dans la région, le G5 Sahel, la Cédéao, l'Union africaine, pour minimiser tout impact négatif (sur la lutte antiterroriste) mais clairement, quand une mutinerie implique une armée qui participe à cet effort, cela ne peut qu'avoir un impact", a expliqué le responsable américain. Il a répété la demande américaine de "retour à l'ordre constitutionnel" et la libération des personnes arrêtées, notamment le président Keita, "qui n'est plus tout jeune et dont la santé est fragile".

CESSEZ-LE-FEU EN LIBYE Le ministre de l'Intérieur du GNA salue la position de l'Algérie

Le ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'union national libyen (GNA), Fathi Ali Bashagha, a salué la position de l'Algérie et son rôle "axial" dans le renforcement du processus de paix en Libye.

"La position de l'Algérie en faveur de la paix en Libye est considérable et nous nous réjouissons toujours du rôle de l'Algérie pour redynamiser le processus de paix en Libye", a affirmé M. Ali Bashagha sur son compte twitter, ajoutant que "la Libye et l'Algérie sont un seul peuple au destin commun". La déclaration du ministre de l'Intérieur du GNA intervient suite à l'annonce du cessez-le-feu faite par les deux parties en conflit en Libye.



FAO Près de 12 milliards octroyés à la Côte d'Ivoire pour combattre les effets du changement climatique

Le Conseil du Fonds vert pour le climat a accepté d'octroyer à la Côte d'Ivoire 11,8 millions de dollars pour développer sa résilience face au changement climatique, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO).

Le financement obtenu va permettre au pays, dans le cadre de son projet PROMIRE (promouvoir une production de cacao sans déforestation pour réduire les émissions en Côte d'Ivoire), de transposer à plus grande échelle un projet pilote mis en œuvre pour aider une coopérative locale de producteurs de cacao biologique de La Mé, une région du sud du pays, à améliorer leur accès aux marchés du commerce équitable tout en ralentissant la perte de couvert forestier.

Dans sa version élargie, le projet visera à instaurer des pratiques agroforestières émettant peu de carbone sur 3.650 hectares, de façon à encourager 600.000 petits exploitants des régions d'Agnéby-Tiassa, de La Mé et de Sud-Comoe, dans le sud-est du pays, à opérer des changements dont ils tireront des avantages.

La Côte d'Ivoire accuse un rythme

de perte forestière parmi les plus rapides au monde et, en dehors des parcs nationaux, il ne reste presque plus de forêt intacte dans le pays.

Selon la FAO, près des deux tiers de la déforestation sont imputables à l'agriculture, dont un tiers à la production de cacao.

La situation est aggravée par le défrichement effectué pour cultiver le cacao en plein soleil, stratégie privilégiée par des petits exploitants mal organisés et qui ne disposent bien souvent pas de droits fonciers sûrs, au détriment de la culture à l'ombre, qui produit des rendements plus faibles à court terme mais constitue une pratique qui est davantage respectueuse de la biodiversité.

Sur le terrain, le projet fait également une large place à la diversification de l'utilisation des terres agricoles par l'incorporation, au-delà des cultures commerciales, de cultures vivrières telles que la banane plantain et le manioc. Ainsi le réaménagement des plantations de café et la plantation d'arbres destinés à d'autres utilisations.

Pour ce qui est des partenariats, il sera fait appel à des investisseurs qui

manifestent un engagement plus fort en faveur de la durabilité, compte tenu, en particulier, du fait que le secteur du cacao dans son ensemble risque d'être confronté à un fléchissement marqué de la production de l'un des plus grands producteurs au monde si rien n'est fait pour atténuer le changement climatique.

Le projet de la Côte d'Ivoire est le premier projet de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) approuvé en Afrique et à l'échelle mondiale selon la procédure d'approbation simplifiée du Fonds.

Cette nouvelle initiative devrait faire baisser les émissions de carbone de 5,5 millions de tonnes équivalent CO2 en 20 ans, soit une contribution majeure à l'objectif que le pays s'est engagé à atteindre au titre de ses contributions déterminées au niveau national, à savoir réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28% d'ici à 2030.

Cet objectif est visé en lien avec un mécanisme REDD+ ambitieux que le Gouvernement s'est déclaré résolu à mettre en œuvre avec l'assistance technique de la FAO.

CÔTE D'IVOIRE

Le président Ouattara brigue un 3^e mandat sur fond de contestation

Le président ivoirien Alassane Ouattara va être investi samedi candidat de son parti à la présidentielle d'octobre prochain, alors que ses opposants l'appellent à "renoncer" à ce troisième mandat qu'ils qualifient d'"inconstitutionnel", craignant de voir le pays sombrer à nouveau dans la violence.

Le président Ouattara, 78 ans, élu en 2010 puis réélu en 2015, avait initialement annoncé en mars son intention de ne pas se représenter et de passer le relais à son Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

Mais celui-ci est décédé brutalement le 8 juillet d'un infarctus, contraignant M. Ouattara à revoir ses plans et à annoncer qu'il briguerait un troisième mandat.

L'annonce le 6 août de sa candidature a provoqué des manifestations qui ont dégénéré en violences pendant trois jours, faisant six morts, une centaine de blessés et 1.500 déplacés, selon un bilan officiel.

En outre, 69 personnes ont

été interpellées. Par ailleurs, la commission électorale a rejeté ces dernières heures les recours de l'ex-président Laurent Gbagbo et de l'ancien chef rebelle Guillaume Soro qui cont estaient leur radiation des listes électorales. L'entourage de M. Soro, qui se dit candidat même s'il vit en exil, a annoncé sa volonté de faire appel devant les tribunaux.

Guillaume Soro, 47 ans, qui a aidé M. Ouattara à accéder au pouvoir, se dit aussi candidat mais vit en France après sa condamnation par la justice ivoirienne à 20 ans de prison pour "recel de détournement de deniers publics".

Il est aussi accusé de "tentative d'insurrection" dans le cadre d'une procédure toujours en cours.

Tandis que Laurent Gbagbo, acquitté en première instance par la Cour pénale internationale (CPI), il attend à Bruxelles un éventuel appel. Il dit vouloir revenir au pays. Ses partisans espèrent une candidature, a-t-on fait savoir.

La candidature de Ouattara jugée dangereuse par l'opposition

La cérémonie d'investiture par le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir) est prévue au stade Félix Houphouët-Boigny à Abidjan, en présence de plusieurs milliers de personnes, selon Mamadou Touré, porte-parole du RHDP.

"Nous restons concentrés sur les élections, avec un bilan à défendre et un projet à proposer aux Ivoiriens", assure M. Touré. Comme la précédente, la Constitution, révisée en 2016, limite à deux les mandats présidentiels. Les partisans de M. Ouattara affirment que la révision a remis le compteur des mandats à zéro, ses adversaires jugent anticonstitutionnelle une troisième candidature.

"Constitutionnellement, le président Alassane Ouattara ne peut pas avoir un troisième mandat. Il ne peut pas être candidat et il le sait", s'insurge Maurice Kakou Guikahué, numéro deux

du principal mouvement d'opposition, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).

"C'est une candidature dangereuse qui arrive dans un contexte volatil, fustige de son côté l'opposant et candidat à la présidentielle Pascal Affi N'Guessan, 67 ans, ancien Premier ministre du président Gbagbo, chassé du pouvoir en 2011 à l'issue de plusieurs mois de crise post-électorale meurtrière.

M. N'Guessan, patron d'une faction du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par M. Gbagbo, a appelé M. Ouattara à "renoncer à ce troisième mandat afin de sortir dignement de l'arène politique", disant craindre dans le cas contraire "que l'avenir ne soit sombre, aussi bien pour lui que pour la Côte d'Ivoire".

Aux cris de "nous ne voulons pas de 3^e mandat", des manifestations de femmes, certaines dispersées par la police, ont encore eu lieu vendredi. Sur fond des protestations, le président sortant devrait dévoiler samedi son programme ainsi que ses slogans

de campagne qui va se dérouler en pleine pandémie de Covid-19. Il devrait s'appuyer sur son bilan économique, insister sur la relance et les bons chiffres de croissance qui ont permis au pays de retrouver un rôle important dans la région et sur le continent, a-t-on indiqué auprès de ses partisans.

Le chef de l'Etat a promis plus de retombées de cette croissance pour les classes les plus démunies d'ici la fin de l'année.

Toutefois, ses opposants mettent en avant une tension politique toujours vivace, une croissance peu partagée et une corruption toujours présente.

La crainte de violences, à l'approche du scrutin du 31 octobre, est forte, dix ans après la crise née de la présidentielle de 2010, qui avait fait 3.000 morts et vu Alassane Ouattara accéder au pouvoir. Son ancien allié, l'ancien chef d'Etat ivoirien Henri Konan Bédié (1993-1999), 86 ans, candidat du PDCI, sera son principal adversaire.

PALESTINE

Bombardements israéliens sur la bande de Gaza

Des chars de l'armée de l'occupation israélienne ont bombardé samedi matin des positions du mouvement de résistance Hamas dans la bande de Gaza, ont indiqué des sources sécuritaires dans l'enclave palestinienne.

Selon des sources sécuritaires à Gaza, les bombardements opérés de bonne heure samedi visaient des postes d'observation du Hamas à l'est de Rafah et l'est de Khan Younés, et n'ont pas fait de blessé.

Israël bombarde Gaza quasi quotidiennement depuis le 6 août. L'aviation israélienne a procédé à plusieurs raids dans la nuit de jeudi à vendredi sur des sites du Hamas à Gaza, selon les médias.



LIBAN

Deux nouveaux mandats d'arrêt dans l'affaire de l'explosion

Le juge libanais chargé de l'enquête sur l'explosion qui a ravagé le 4 août le port de Beyrouth et une partie de la capitale libanaise a émis vendredi deux nouveaux mandats d'arrêt, selon une source judiciaire.

"Le juge d'instruction, Fadi Sawan, a poursuivi ses investigations (...) et émis aujourd'hui deux mandats d'arrêt", a précisé cette source.

Selon l'agence nationale d'information, il s'agit de Hanna Fares, le directeur des douanes de Beyrouth, et de Nayla al-Hajj, ingénieure au sein d'une entreprise chargée des travaux d'entretien dans le hangar N 12, où s'est déclenchée l'explosion.

La gigantesque déflagration qui a secoué la capitale libanaise, faisant au moins 181 morts et plus de 6.500 blessés, avait été imputée par les autorités au stockage depuis six ans "sans mesures de précaution" de 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium dans un entrepôt au port de Beyrouth.

Les autorités enquêtent sur l'origine de la déflagration qui a dévasté des pans entiers de la capitale et laissé environ 300.000 personnes sans abri.

Au total, six suspects, parmi 25 personnes poursuivies dans l'affaire, ont fait l'objet de mandats d'arrêt depuis le 4 août, parmi lesquels le directeur général du port, Hassan

Koraytem, et le directeur général des douanes, Badri Daher.

Les autorités libanaises, accusées par beaucoup d'être responsables du drame de par leur corruption et négligence, ont rejeté l'idée d'une enquête internationale malgré les voix qui s'élèvent au Liban et à l'étranger en ce sens.

Des enquêteurs de la police fédérale américaine (FBI) sont toutefois arrivés au Liban à la demande des autorités libanaises pour les assister dans l'enquête.

La France, qui compte deux ressortissants tués dans l'explosion, a ouvert sa propre enquête.

FRANCE

Le ministre de l'éducation français exclut un report de la rentrée

Le ministre français de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a exclu jeudi un report généralisé de la rentrée scolaire du fait du rebond des contaminations de Covid-19 même si des "exceptions locales" pourront être envisagées.

"L'éducation n'est pas une variable d'ajustement, ni de nos sociétés ni d'une crise sanitaire", a déclaré le ministre sur la chaîne de télévision publique France 2, après avoir rejeté un re-

port de la rentrée de septembre réclamé par certains syndicats enseignants, inquiets de la résurgence de l'épidémie en France.

"Bien sûr, il peut y avoir des exceptions locales", a indiqué le ministre, évoquant "l'échelle d'une école, d'un établissement, ou même d'un territoire".

Des syndicats enseignants ont récemment fait part de leurs inquiétudes pour la rentrée scolaire au moment où les cas de Covid-

19 repartent à la hausse et alors que le dernier protocole sanitaire, qui remonte à fin juillet, a notamment assoupli les règles de distanciation dans les établissements. Ce protocole "prévoit toutes les situations" et "nous permet d'assurer nos deux objectifs : protection pour tous et éducation pour tous", a rétorqué M. Blanquer.

Le ministre a également détaillé la procédure en cas de découverte d'un cas de

Covid-19 dans un établissement, au lendemain de l'appel lancé par des associations de pédiatres à établir "des stratégies claires et précises" dans un tel scénario.

"On fait immédiatement des tests sur la classe et sur l'école et à partir de là, on remonte la chaîne de contamination", a assuré M. Blanquer, ajoutant que des fermetures de classe ou d'école pourront alors être ordonnées.

UE - ROYAUME UNI

Aucun progrès dans les négociations selon Michel Barnier

Aucun progrès n'a été enregistré à l'issue du septième round de négociations entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni sur l'avenir de leurs relations, a indiqué vendredi le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier.

"Ceux qui espéraient que les négociations avanceraient rapidement cette semaine seront déçus", a déclaré M. Barnier lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

"Trop souvent cette semaine j'ai ressenti que nous reculions plus que

n'avancions", a-t-il dit. M. Barnier a accusé les négociateurs britanniques de ne pas faire preuve d'"une réelle volonté d'avancer sur les questions d'importance fondamentale pour l'Union européenne".

Le négociateur en chef a fait remarquer que les deux parties restaient très éloignées sur des questions telles que l'équité du marché dans les domaines du commerce, des pêcheries, de la gouvernance et de l'application de la loi, bien que des progrès aient été réalisés sur des ques-

tions techniques telles que la coopération énergétique et la lutte antiblanchiment.

Mettant en garde qu'un accord entre le Royaume-Uni et l'UE "semble peu probable à ce stade", M. Barnier a néanmoins estimé toujours possible d'y parvenir "malgré la brièveté du délai qui nous reste". Pour y parvenir, la partie britannique "devra présenter des propositions claires et constructives lors du prochain round" des négociations qui doit avoir lieu à Londres en septembre, a-t-il dit.

CHINE - TAIWAN - ETATS UNIS

Pékin exhorte Washington à traiter les questions liées à Taiwan "avec prudence"

Le ministre chinois des Affaires étrangères a exhorté les parties américaines concernées à "respecter" le principe d'une seule Chine et les dispositions des trois communiqués conjoints sino-américains et à traiter les questions liées à Taiwan "de manière prudente et appropriée", rapporte samedi l'agence de presse Chine nouvelle.

La plate-forme 2020 du Parti démocrate pour les prochaines élections, adoptée lors de sa convention nationale jeudi, ne comprend plus une adhésion au principe d'une seule Chine, représentant un changement par rapport à 2016. L'administration républicaine a également adopté une ligne dure sur les questions liées à la Chine, notamment concernant Taiwan.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian a également indiqué lors d'un point de presse que la position de la Chine sur Taiwan était "cohérente et claire".

"La question de Taiwan est la question la plus importante et la plus sensible dans les relations sino-américaines. Le principe d'une seule Chine est un fondement politique de nos relations bilatérales et représente aussi le consensus de la communauté internationale", a souligné M. Zhao. "Nous exhortons les parties concernées à respecter sincèrement le principe d'une seule Chine et les dispositions des trois communiqués conjoints sino-américains et à traiter les questions liées à Taiwan de manière prudente et appropriée", a poursuivi le porte-parole. "La Chine espère que les deux partis politiques aux Etats-Unis considéreront de manière objective la Chine et les relations sino-américaines, tiendront compte des intérêts communs des peuples des deux pays et du monde et oeuvreront avec la Chine pour promouvoir conjointement une relation sino-américaine caractérisée par la coordination, la coopération et la stabilité", a ajouté le porte-parole.

USA - RUSSIE

Un ancien militaire américain inculpé d'espionnage pour Moscou

Un ancien agent des "bécots verts", unité des forces spéciales américaines, a été arrêté vendredi et inculpé d'espionnage pour le compte de la Russie, a fait savoir le ministère de la Justice.

Selon la justice américaine, Peter Rafael Dzibinski Debbins, né aux Etats-Unis d'une mère russe, a été approché par Moscou en 1996, avant même qu'il ne rejoigne l'armée.

Lors d'un séjour universitaire à Tcheliabinsk, il a rencontré des agents à qui il a assuré être un "fils de la Russie" et être politiquement pro-russe.

L'année suivante, M. Debbins -- qui se faisait appeler Ikar Lesnikov par ses contacts russes -- a épousé sa petite amie russe, dont le père était un officier militaire, et rejoint l'armée américaine.

Quelques années plus tard, il a fait part à la Russie de son souhait de quitter l'armée, mais a été encouragé à la place à rejoindre les forces spéciales. Le dernier contact avec la Russie mentionné dans l'acte d'inculpation remonte à 2011, où M. Debbins indique qu'il va déménager à Washington. Selon son profil LinkedIn, il a alors commencé à travailler pour l'Institute of World Politics, spécialisé dans la sécurité nationale et le renseignement. L'ex-militaire de 45 ans, arrêté en Virginie, est accusé d'avoir "fourni des informations sur la défense américaine à un gouvernement étranger" et risque la prison à vie.

"Les faits mentionnés dans cette affaire sont une trahison choquante, par un ancien officier de l'armée, de ses anciens compagnons d'armes et de son pays", a dénoncé dans un communiqué Alan Kohler, un responsable du FBI.

SOMMET INTERNATIONAL DE LA CULTURE D'EDIMBOURG

M^{me} Bendouda prend part

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, prendra part, samedi par visioconférence, à la session 2020 du Sommet international de la Culture d'Edimbourg (Ecosse), indique un communiqué du ministère.

Mme Bendouda mettra l'accent, dans son allocution, sur "l'importance de la culture à la lumière de la crise sanitaire actuelle et son rôle dans la préservation et le renforcement des liens sociaux et la diffusion de l'espoir en un meilleur avenir", précise le communiqué. Le Sommet abordera trois thèmes, à savoir "la culture et l'enseignement", "la culture et la cohésion sociale" et "la culture dans les communautés vibrantes", selon le site officiel du Sommet. Les participants examineront, en outre, le rôle prédominant et le potentiel de transformation de la culture dans les principaux aspects de notre vie, notamment à



la lumière de la pandémie Covid-19. Des experts et des spécialistes dans nombre de domaines, à l'instar de la culture, l'économie, l'enseignement, l'architecture, la médecine ainsi que des mi-

nistres de la Culture des différents pays du monde prendront part à ce Sommet.

Bia nnuels, depuis 2012, les Sommets internationaux de la Culture d'Edimbourg se tiennent au mois

d'août au niveau du Parlement écossais par le Festival international d'Edimbourg.

En raison de la pandémie Covid-19, les organisateurs ont été contraints d'organiser une session virtuelle.

RÉVOLUTION-PARUTION

Le moujahid Abdelouhed Boudjaber revisite les principales stations de la Révolution et de l'indépendance dans un nouvel ouvrage

Dans son nouvel ouvrage publié récemment sous le titre "Du combat à la reconstruction de l'Etat algérien", l'écrivain et moudjahid Abdelouhed Boudjaber retrace les principales stations qui ont jalonné la guerre de Libération et des faits marquants des premières années de l'indépendance.

Édité par le Centre national d'études et recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954, l'ouvrage de 228 pages est un récit chronologique de ces événements historiques qui ont marqué cette période de l'histoire de l'Algérie.

L'auteur met en avant les conditions socio-économiques difficiles engendrées par la France coloniale en Algérie notamment l'analphabétisme, la pauvreté, le chômage et la détérioration du secteur agricole, conséquences des massacres et l'exode forcé des Algériens.

Il a également abordé le rôle des partis politiques et leurs leaders dont Messali Hadj dans l'aboutissement du combat des Algériens pour l'indépendance.

En dépit de certaines "erreurs" relevées par l'auteur dans l'activité des partis, il admet qu'elles ont toutefois permis aux jeunes acteurs politiques d'acquiescer une expérience qui a favorisé l'émergence de leaders



révolutionnaires qui ont déclenché la guerre de libération du 1er Novembre 1954.

Pour l'auteur, le combat du FLN (Front de libération nationale), s'est distingué, de celui des autres mouvements de libération à travers le monde, par son assise religieuse considérée comme un de ses "éléments essentiels".

Abdelouhed Boudjaber critique la politique de Ahmed Ben Bella qui a imposé l'idée du "parti unique en interdisant l'activité de toute organisation à vocation politique".

"Du combat à la reconstruction de l'Etat algérien" revisite également des faits de l'actualité politique des premières années de l'indépendance notamment l'arrivée au pouvoir en 1963 de

Ahmed Ben Bella, un des chefs historiques du CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) et l'adhésion de l'Algérie, en mai 1963, à la charte de l'Organisation pour l'unité africaine (OAU). Appuyé de portraits de leaders révolutionnaires et de photos illustrant différentes stations historiques comme les massacres du 8 mai 1945, l'ouvrage comporte aussi des annexes dont le texte intégral des Accords d'Evian.

Officier supérieur à la retraite et ancien Secrétaire national de l'Organisation nationale des Moudjahidi ne (ONM), Abdelouhed Boudjaber a édité un ouvrage sur "Le volet militaire de la guerre de libération nationale, zone 5 de la Wilaya historique I".

LITTÉRATURE

"Le sel de tous les oublis", dernier roman de Yasmina Khadra



Dans son dernier roman "Le sel de tous les oublis", paru récemment, l'écrivain Yasmina Khadra invite son lecteur à un voyage salvateur, à la rencontre de l'humain, pour panser les blessures de l'âme et du cœur et se reconstruire en surmontant les épreuves de la vie.

Ce roman de 287 pages publié en Algérie aux éditions Casbah est disponible en librairie à partir de ce jeudi 20 août 2020.

"Le sel de tous les oublis" relate un pan de la vie de Adem Naït-Gacem, instituteur sans histoires dans un village de la région de Blida en 1963 dont l'univers tout entier s'écroule le jour où son épouse décide de le quitter. Abandonnant sa maison et ses élèves, il se retire de la société, limite ses contacts avec les gens et tente de changer de vie en prenant la route sans but précis.

Antihéros mélancolique n'arrivant pas à trouver une explication au départ de son épouse, Adem commence par noyer son chagrin dans l'alcool en écumant les bars de Blida et adopte très vite ce mode de vie "vagabond" malgré la multitude de mains tendues qu'il rencontre un peu partout et qu'il refuse par fierté.

Il se retrouve à l'asile psychiatrique, blessé et en attente d'une expertise de son état mental, et y rencontre Laïd amnésique et triste de ne pas avoir d'histoire. Adem prend conscience que les "spectres déboussolés" qui avaient cessé de s'interroger et tournaient en rond lui renvoyaient le "vrai visage du monde et celui d'une humanité imparfaite, injuste et cruelle". A sa sortie de l'hôpital l'instituteur, qui refuse toujours de dévoiler son histoire même à ses méde-

cons, découvre un élan de générosité et d'hospitalité spontanée chez des gens qu'il rencontre par hasard, un épicier dans un hameau perdu qui lui offre le gîte et le couvert, un charretier qui propose de le transporter là où le hasard en décide, ou encore Mika vivant reclus dans la forêt qui devient son ange gardien par la force des choses.

Ce voyage qui mène Adem dans les forêts et maquis le confronte également aux conséquences encore fraîches de la guerre de libération et aux drames personnels de ceux qui lui viennent en aide malgré son refus obstiné. Ce roman où le temps et les lieux sont à peine perceptibles se focalise sur les relations humaines spontanées même les plus malveillantes.

Né en 1955 à Kenadsa, Yasmina Khadra, Mohamed Moulessehoul de son vrai nom, a publié ses premiers recueils de nouvelles, "Amen" et "Houria" en 1984.

Il est d'abord connu pour sa trilogie sur les années de violence terroriste en Algérie composée des romans "Morituri" (1997), "Les agneaux du seigneur" (1998) et "A quoi rêvent les loups" (1999).

Il est l'auteur d'une trentaine de romans, traduits pour la plupart dans de nombreuses langues, dont "Ce que le jour doit à la nuit" (2008), "L'Olympe des infortunes" (2010), "Les anges meurent de nos blessures" (2013), ou encore "L'outrage fait à Sarah Ikker" (2019). Certaines de ses œuvres ont été portées à l'écran comme "Morituri", "L'attentat" et "Ce que le jour doit à la nuit" alors que "Les hirondelles de Kaboul" a été adapté en film d'animation.

INTERNET

Algérie Télécom baisse ses tarifs résidentiels, lance le Pack jeunes entrepreneurs

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a annoncé lundi à Alger une baisse par Algérie Télécom allant jusqu'à 50% de ses tarifs internet très haut débit ADSL et fibre, et le lancement du Pack jeunes entrepreneurs à un prix "attractif".

"Désormais, le nouveau tarif du débit 8 Mbps est au même tarif que celui de 4 Mbps soit 2599 Da/mois au lieu de 3599 Da/mois, et celui de 20 Mbps est de 4999 Da/mois au lieu de 7900 Da/mois, a-t-il précisé à l'occasion de la signature d'une convention entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial.

Quant au nouveau tarif du débit 100 Mbps, ce dernier est proposé au prix de 9999 Da/Mois au lieu de 24500DA/mois, a-t-il ajouté.

Le ministre a annoncé également le lancement du pack jeunes entrepreneurs avec des tarifs "très attractifs, destinée aux entreprises financées dans le cadre des dispositifs ANSEJ, CNAC et ANGEM. Ce pack, dont les micro-entreprises, TPE, professions libérales et artisans pourront également en profiter, est composé d'une connexion internet



très haut débit et d'une ligne téléphonique fixe. Il offre aussi de la gratuité et de l'illimité sur les communications téléphoniques ainsi que des réductions sur les services de l'hébergement, la conception de sites web mais aussi la possibilité d'avoir une adresse IP.

Le pack 2000 DA offre au client un débit de 5 Mbps, une réduction de 20% pour l'hébergement, la conception de site web et une adresse IP fixe, ainsi que 20 annonces/mois offertes dans le site e-commerce d'Algérie Télécom. Pour 3990 DA, le client bénéficiera d'un débit de 10 Mbps, d'une réduction

de 30% pour l'hébergement, la conception de site web et une adresse IP fixe, ainsi que 40 annonces/mois offertes dans le site e-commerce d'AT. D'autres offres sont proposées sur le site d'Algérie Télécom.

Cette nouvelle tarification, qui intervient quelque mois seulement après la précédente, confirme la volonté d'Algérie Télécom de répondre aux mieux aux attentes de ses clients, mais surtout de rendre le très haut débit accessible pour tout le monde, a indiqué, pour sa part, le directeur général d'Algérie Télécom, Mounir Jawaher.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE
Les réseaux sociaux se préparent à des scénarios catastrophes

Les réseaux sociaux Facebook et Twitter, entre autres, se préparent activement, à faire face à de nombreux scénarios catastrophiques à un peu plus de mois de l'élection présidentielle aux Etats Unis.

Selon le New York Times, Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, tient des réunions quotidiennes avec d'autres responsables sur les risques que ses plateformes puissent être utilisées pour contester les résultats.

Le président américain met régulièrement en doute la fiabilité du vote par correspondance, une méthode prisée aux Etats-Unis, et cruciale en période de pandémie.

"Nous avons déjà réalisé une série d'exercices d'urgence et de simulations pour imaginer des situations possibles et nous assurons que nous sommes prêts à y faire face", déclarait récemment Nathaniel Gleicher, le directeur des règlements sur la cybersécurité de Facebook, lors d'une conférence de presse.

Il présentait un nouveau centre d'information sur le scrutin, sorte de guichet unique sur le modèle de celui créé sur le coronavirus, pour dispenser des informations fiables en temps réel.

Twitter, de son côté, envisage la possibilité que la période électorale dure bien au-delà du 3 novembre, jusqu'à l'investiture du président élu en janvier.

"Nous tirons des leçons de tous les scrutins récents dans le monde pour améliorer notre travail sur l'intégrité des élections", a déclaré vendredi Jessica Herrera-Flanigan, une vice-présidente du réseau.

Signe de l'enjeu exceptionnel de ces préparatifs, les plateformes rivales collaborent activement pour éviter de reproduire les scandales de 2016.

Les acteurs du secteur technologique rencontrent régulièrement la police fédérale américaine (FBI) et d'autres autorités afin de déjouer des opérations de manipulation. Mais la situation pourrait se compliquer si jamais le président lui-même venait à semer la confusion.

"Facebook marche sur une corde raide", selon Adam Chiara, professeur de communication à l'université de Hartford. "Leur principe de base est d'encourager la liberté d'expression, pas de la restreindre". Facebook et Twitter ont déjà sévi, en épingleant des notes d'information sur des posts de Donald Trump sur le vote par correspondance, jugés trompeurs et dangereux pour la bonne marche du scrutin.

Contrairement à Twitter, Facebook a jusqu'à présent autorisé les publicités politiques, mais pourrait les bannir après l'élection si jamais si le groupe l'e jugeait nécessaire pour lutter contre la désinformation, selon le New York Times.

APS

P U B L I C I T É

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE CHERAGA

Avis d'Attribution Provisoire

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 02 dhou el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics. Notamment l'article 44 et l'article 82

Le wali délégué de la circonscription administrative de CHERAGA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°007/2020, paru le 23/07/2020 sur les quotidiens DK-NEWS et EL HAYAT le 26/07/2020, concernant l'opération suivante :

Réalisation d'un réseau d'éclairage public à travers la CA cheraga dans le cadre des zones d'ombres en 03 lots :

Lot 01 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine CHABANE MOHAND COTE KUSTER commune AIN BENIANE

Lot 02 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine AMIROUCHE EAC N°11, commune AIN BENIANE

Lot 03 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine SI EL HAOUES HAOUCH STORA, commune AIN BENIANE

Suite au procès verbal de la commission d'évaluation des offres en date du 12/08/2020 que la dite opération est attribuée provisoirement comme suit :

Désignation du LOT	Entreprise	Note technique	Montant de l'offre financière en T.T.C	Délais
Lot 01 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine CHABANE MOHAND COTE KUSTER commune AIN BENIANE	ETB TCE GHOUZLANE DJAMEL	48	6.540.635,00DA	25 JOURS
Lot 02 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine AMIROUCHE EAC N°11, commune AIN BENIANE	ETB TCE GHOUASS AISSA	50	5.703.075,00DA	40 JOURS
Lot 03 : réalisation d'un réseau d'éclairage public en LED domaine SI EL HAOUES HAOUCH STORA, commune AIN BENIANE	SARL ANELEC	36,22	6.045.200,00DA	90 JOURS

Les soumissionnaires ont le droit de contester le choix opéré en introduisant un recours dans les dix (10) jours à compter de la date d'affichage de cet avis, qui sera examiné par la commission des marchés de la wilaya d'Alger et peut aussi prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières en se rapprochant de nos services au plus tard trois (03) jours à compter de la date d'affichage de cet avis.

DK NEWS

Anep : 2016013501 du 23/08/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN

DAIRA D'OUED TLELAT

COMMUNE DE BOUFATIS

AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISoire

Conformément aux dispositions de l'article 65, alinéa 03 du décret présidentiel n°15/247, du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01 / 2020 de l'opération suivante :

«Réalisation du réseau d'assainissement à la forêt moulay Ismail»

A l'issue de l'évaluation des offres le 09/08/2020, l'opération est attribuée provisoirement à l'entreprise suivante :

Entreprise	Montant Proposé en TTC	Montant Corrigé en TTC	N° C.Fiscal	Délai	Offre technique	OBS
EURL TRAVAIL HYDRO MAGREB	22 008 455,00 DA	22 008 455,00 DA	001348016313648	06 Mois	82 points	Moins Disant

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les dix jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution auprès de l'autorité compétente (l'article 82 du décret présidentiel n°15/247, du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public).

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, sont invités à se rapprocher aux services de la commune, au plus tard 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

Boufatils le 13/08/2020
Le Président de l'Assemblée
Populaire Communale

DK NEWS

Anep : 2031005465 du 23/08/2020

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1234

menace	↓	fourneau	↓	protéger	↓	espèce	↓	impro- ductive	↓	triquo- teraient	↓	circons- tances	↓				
volumi- neux	→	désigne- ras	→	molyb- dène	→	glousser	→	négalion	→	préleva	→	objet de golfeur	→				
concep- trices d'idées	→									ne trouve pas	↓						
outrage	↓			courroux du passé entraî- ceras	→			frénésie	→				garottées	↓			
débris de croûton	→						tétanisé	→				numéro 1 en France	↓				
mamelle de vache	→		un ton sous mi	→		amalga- merai	→	illusion	→								
variété	→		restes	→		fiable	→						cri du blessé	→			
étapes de loco- motive	→				bison disparu erbium du chimiste	→				premier arrivé	→			radin	→		
compri- mera	→									filles de la côte marbres noirâtres	→						
filer	→						avalant	→					impalpa- ble	↓	dévas- tations	↓	
irrégulière	→	marque d'infinif efferve- scent	→		journa- liste	→			ordre de muletier unités de capacité	→			pas très couvert le fer du labo	→			
						nettoyé	→					décampé	→				
bouclé	↓	mal marié combat- tras	↓									outil de menuisier	↓			cin- quième de l'année	↓
autre do	→			automobile partie de glacier	→								person- nel	→			
lamine	→		finissent	→									excité	→			
voitote de troupe	→				légumi- neuses mettons en doute	→				baillais d'étonne- ment cassa	→						
méditai	→									bénéfice	→						
							catégorie	→								habit de main	↓
il a des gorges célebres	→	quote- part dieu soleil	→				cheveu populaire	↓	mot pour réver armure de doigt	→		vallée envahie pares- seux	→			atome chargé	↓
					repaire	→											
exauce- raient	→									répri- mande	→						

Solution

Sudoku n°2534

7	9	8	4	6	1	3	5	2				2	8	9	6	7	5	1	4	3	
1	5	4	9	2	3	6	7	8					1	6	7	3	8	4	9	5	2
3	2	6	8	7	5	1	9	4					4	3	5	9	2	1	6	8	7
6	8	1	5	4	7	9	2	3					6	5	1	4	3	2	7	9	8
9	7	2	3	1	6	8	4	5					9	2	8	5	6	7	3	1	4
4	3	5	2	9	8	7	1	6					3	7	4	8	1	9	2	6	5
2	1	7	6	3	4	5	8	9		2	1	3	7	4	6	1	5	3	8	2	9
8	6	9	1	5	2	4	3	7		8	9	6	5	1	2	7	9	8	4	3	6
5	4	3	7	8	9	2	6	1		4	7	5	8	9	3	2	4	6	5	7	1

Mots Croisés n°2534

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L		
1	P	E	I	N	T	U	R	L	R	U	R	E	R	
2	A	R	R	I	E	R	E			R	A	T	E	
3	T	R	I	S	T	E	M	E	N	T		V		
4	T	A	S			E	T	I	R	E		S	I	
5	E	N			G	R	E	S	E			M	E	S
6	S	T	A	R		R	E	I	T	E	R	E	S	
7	D	E	L	I	C	E		N	I	T	R	E		
8	O	S			M	A		O	T	E	R	A		
9	I			D	E	R	O	B	E	R	A	I	S	
10	E	C	U		S	O	I	R	S			T	U	

Grille géante n°1234

•	I	•	P	•	A	•	R	•	S	•	R	•	O	•	T	•	C
E	N	C	O	M	B	R	A	N	T	E	R	O	N	T	E	E	A
V	T	H	O	L	E	R	I	E	R	I	N	G	E	R	E	R	E
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
P	I	M	I	S	•	•	F	E	L	E	•	A	I	N	E	S	L
•	D	I	V	E	R	E	•	M	I	T	E	•	A	I	N	E	S
G	A	R	A	S	T	E	•	S	U	R	A	•	A	V	A	N	T
•	P	I	O	•	S	T	E	•	R	E	•	A	V	A	N	T	•
•	I	N	E	•	M	E	•	R	E	•	P	H	E	O	B	O	•
C	L	O	U	T	•	S	•	S	A	U	C	•	L	L	I	T	E
E	T	I	O	•	C	U	R	E	•	S	•	S	•	R	B	E	•
•	P	E	N	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	T	A	R	•	Z	E	•	C	O	N	I	•	S	O	•	O	•
S	A	T	I	S	I	F	E	R	A	I	E	N	T	E	E	A	I

AVIRON (JO-2020 / PRÉPARATION) L'élite algérienne à pied d'œuvre à Mila

Les trois rameurs algériens, qualifiés aux Jeux olympiques de Tokyo (24 juillet-6 août 2021), ont finalement rejoint leur camp de regroupement à Mila (Est d'Alger), pour leur premier stage, post-confinement, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne des sociétés d'Aviron et de Canoe-Kayak (FASACK). Initialement, prévu pour le 2 août au Barrage Bouharoun à Mila, le stage ne débutera finalement qu'à partir de ce samedi.

Effectivement, le 1er stage post-confinement était programmé début août, mais il ne pouvait se faire, avant que les athlètes concernés ne passent les tests de rigueur (control médical) et le PCR (contrôle du Covid-19) qu'ils ont effectué, jeudi", a indiqué à l'APS, le président de la fédération, Abdelmadjid Bouaoud.

Le 1er stage post-confinement concerne les rameurs, Sid Ali Boudina et Kamel Ait Daoud dans l'épreuve du 2000 skiff en deux de coupe poids légers, et la Kayakiste Kheris Amira (zoom K1).

"C'est un soulagement pour les athlètes de reprendre le chemin des entraînements, mais aussi pour nos techniciens en prévision des prochaines échéances dès que la situation sanitaire dans le monde le permettra", a expliqué le président de la FASACK, très soulagé que les athlètes reprennent enfin le travail dans un environnement propice à eux.

Le président de la fédération a assuré en outre, que tous les aspects logistiques et surtout des mesures de sécurité sanitaire sont assurés sur le lieu du regroupement.

Ainsi et pour maintenir le respect de la distanciation sociale, la fédération compte équiper les athlètes de bateaux individuels, même si les deux athlètes garçons préparent le double pour les JO.

Ce premier regroupement post-confinement durera 15 jours et sera suivi d'un repos actif de dix jours, et puis ça reprendra, avec la même allure, selon le programme établi par les entraîneurs nationaux et approuvé par la direction technique nationale. Il est à rappeler que les athlètes Boudina, Ait Daoud et Kheris, tous issus d'Alger avaient trouvé une formule pour maintenir la forme, en temps de confinement. Ils s'entraînaient à l'école d'Aviron d'Alger et dans une salle mitoyenne afin d'avoir plus d'espace pour effectuer leurs séances.

VOILE-JO 2021 Un stage de deux semaines pour les athlètes algériens

Les athlètes algériens de voile, qualifiés aux Jeux olympiques de Tokyo (24 juillet-6 août 2021), effectueront un stage de préparation de 15 jours au niveau de l'école Nationale des Sports Nautiques et Subaquatiques (ENSNS) à Alger Plage, a annoncé la Fédération algérienne de voile (FAV) sur sa page Facebook. Mais avant de le déplacement à l'ENSNS, les athlètes effectueront, ce jeudi le Test PCR (Covid-19), au niveau du Centre national de Regroupement et préparation des Talents de l'Elite Sportive de Soudania.

Les athlètes concernés sont :

Série RSX : Hamza Bouras, Ramzy Boudjatit, Amina Berrichi et Katia Belabes.
Série LASER : Ziani Wassim et Karassane Malia.

REPRISE DES ENTRAÎNEMENTS Souakri appelle les athlètes au "strict respect du protocole sanitaire"

La secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri, a appelé au "strict respect du protocole sanitaire", jeudi au Centre de regroupement et préparation des équipes nationales à Soudania (Alger), à l'occasion de l'opération de dépistage au Covid-19 (PCR) au profit des athlètes qualifiés aux Jeux olympiques et Paralympiques 2021.

"L'Etat ne lésinera pas sur les moyens pour accompagner les athlètes de l'élite nationale devant représenter l'Algérie dans les prochaines échéances internationales dont les Jeux olympiques et Paralympiques 2021.

Nous avons réuni tous les moyens en matière de dépistage au COVID-19 afin d'assurer et de préserver la santé de nos champions.", a déclaré Souakri lors d'une visite au Centre de regroupement et préparation des équipes nationales à Soudania (Alger) pour assister à la première opération de dépistage au COVID-19 (PCR).

Cette rencontre a permis à la secrétaire d'Etat d'évoquer avec les athlètes représentant sept fédérations sportives les répercussions de cette pandémie qui a entraîné l'arrêt des entraînements et des compétitions et de discuter des mesures préventives prises par l'Etat pour assurer la bonne préparation des athlètes sur les plans logistique, financier et médical.

"Je sais pertinemment que vous avez vécu une période très difficile marquée par l'arrêt de la préparation et de la compétition, ce qui est terrible pour un champion de haut niveau. Je suis là pour vous encourager et confirmer la volonté du ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi que la secrétariat d'Etat chargée du sport d'élite à mettre à votre disposition tous les moyens logistiques, financier et médical.", a-t-elle dit.

La secrétaire d'Etat a eu à visiter les différents blocs de



ce centre sportif, reconvertit en véritable "mini-hôpital", avec la présence très remarquée du personnel médical du Centre national de la médecine du sport (CNMS).

"Après avoir accompli les tests médico-sportifs, les athlètes de différentes fédérations sportives ont été convoqués à effectuer les tests virologiques (RT-PCR), une étape obligatoire avant d'entamer la phase de préparation.

Chaque fédération a désigné un Covid Manager (médecin fédéral) pour assurer la coordination avec le CNMS et le suivi de l'application stricte du protocole sanitaire.", a déclaré à l'APS, Hakima Hamlaoui, médecin au CNMS.

A cette occasion, les athlètes qualifiés aux Jeux olympiques

2021 ou susceptibles de l'être, ont été appelés par petits groupes pour effectuer le test PCR ainsi que leur encadrement technique et médical.

"Nous attendons avec impatience le retour aux entraînements et par la suite la compétition, mais avant cela, il faudrait effectuer ce test PCR qui détermine si nous sommes porteurs de virus ou non. Notre santé et celle des autres passe avant tout.

Nous avons vécu une période très difficile avec l'arrêt de la compétition, maintenant place à la préparation.

La direction technique a programmé un stage de 20 jours à Tikjda. J'espère que tout se passera bien pour les athlètes qui préparent les JO-2021.", a déclaré à l'APS Sid

Azara Bachir, champion d'Afrique en lutte associée.

Notons qu'en réponse aux recommandations de la commission de suivi de l'évolution de l'épidémie de la Covid 19, le ministère de la Jeunesse et des Sports avait autorisé les athlètes qualifiés aux Jeux olympiques et Paralympiques Tokyo 2021 de reprendre les entraînements, tout en exhortant les fédérations sportives concernées de désigner des centres de préparations pour chaque discipline.

Pour ce faire, le Centre national de la médecine du sport (CNMS) a été chargé de veiller au suivi et l'application du protocole sanitaire relatif à chaque discipline, en collaboration avec les fédérations sportives concernées.

SAÏDA

Le complexe sportif rebaptisé au nom du défunt moudjahid Saïd Amara

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a procédé jeudi à la dénomination du complexe sportif "13 avril 1958" de la ville de Saïda au nom de l'ancien joueur de l'équipe de football du FLN et défunt martyr Saïd Amara à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, coïncidant avec le 20 août.

A cette occasion, le ministre a souligné que la nouvelle dénomination du complexe du nom du moudjahid, le regretté Saïd Amara, "vient honorer cet homme

symbole dans le domaine sportif qui a rendu d'énormes services au football algérien", estimant qu'"avec la disparition du regretté Saïd Amara, l'Algérie et toute la famille sportive et footballistique perd l'un de ses plus éminents monuments." Le ministre a indiqué que "le regretté Saïd Amara a consacré sa jeunesse, en compagnie d'un groupe de ses amis, à l'indépendance de ce cher pays et a dédié sa vie au service du sport, débutant comme footballeur, puis comme entraîneur qui a réussi, puis

comme cadre dans le secteur de la jeunesse et des sports." Sid Ali Khaldi a visité, au niveau du complexe sportif Saïd Amara, une exposition de photos retraçant le parcours du regretté comme joueur, entraîneur et dirigeant sportif.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a poursuivi sa visite dans la wilaya de Saïda en procédant à la distribution d'un quota de logements et d'aides à l'habitat rural, avant de rencontrer les cadres de son secteur et les associations de la société civile.

JUDO

L'équipe nationale (messieurs) en stage à Tikjda

L'équipe nationale de judo (messieurs), effectuera un stage préparatoire au Centre de préparation de Tikjda du 22 août au 10 septembre, en vue des qualifications aux Jeux Olympiques JO-2021 de Tokyo, reportés à 2021, et aux Jeux méditerranéens JM-2022 à Oran, a annoncé la fédération algérienne (FAJ) mercredi sur

sa page officielle Facebook.

Avant leur entrée en stage, les 15 athlètes retenus par le staff technique ont passé un premier examen préventif, avant de passer jeudi des tests de dépistage du coronavirus (Covid-19) de type PCR.

Les résultats seront dévoilés vendredi, précise la même source.

La FAJ a désigné son médecin fédéral, pour une meilleure coordination avec le centre national de médecine de sport (CNMS), dans l'objectif de l'application stricte du protocole sanitaire d'usage (Covid-Manager).

Le ministère de la jeunesse et des sports (MJS), a annoncé le 9 juillet dernier dans un

communiqué, avoir autorisé les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les prochains Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection".

APS

ALGÉRIE

Décès de l'ancien arbitre international Mohamed Mezahi

L'ancien arbitre international algérien Mohamed Mezahi, considéré comme le doyen des arbitres du pays, est décédé jeudi à l'âge de 93 ans, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football sur son site officiel.

M. Mezahi a entamé sa carrière en 1947 à l'âge de 20 ans et a pris sa retraite professionnelle en 1972, après 25 ans en tant qu'arbitre directeur. Durant la période coloniale, il a officié plusieurs matches à l'est du pays, tels que JSM Philippeville - Racing Philippeville (actuelle Skikda), USM Sétif - SSS Sétif, USM Ain Beida - USM Khenchela, JSM Tébessa - USM Annaba.

En inter ligue, il a aussi arbitré la Coupe d'Afrique du Nord en 1956. Après l'Indépendance, il a arbitré la première finale du championnat algérien en 1963 entre l'USMA et MCA, et enchaînera une multitude de rencontres dont certaines grandes affiches USMA Annaba - MC Alger en 1964, CR Belouizdad - RC Kouba en 1966, MC Alger - ES Sétif en 1970 et MC Alger - NA Hussein-Dey en 1970.

M. Mezahi décrocha le badge fédéral en 1963, et trois ans plus tard il est désigné pour arbitrer la finale de Coupe d'Algérie à u stade du



RC Kouba - CR Belouizdad.

En 1966, il est déjà sur les terrains d'Afrique où il officia le match de la 3ème place de la CAN entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme arbitre principal avant de passer juge de touche lors de la finale ayant opposé le Ghana à la Tunisie, il est juge de touche aux côtés du regretté Chekaimi.

C'est d'ailleurs la première fois qu'un CAN est assuré par des arbitres algériens.

Sur sa lancée, il ef-

fectuera plusieurs sorties de compétition africaine entre 1963 et 1970, année où il tiendra le sifflet lors de la rencontre des éliminatoires de la Coupe du monde entre le Nigeria et le Soudan, aidé dans sa mission par Benganif et Mohandi.

Avant de prendre une retraite bien méritée, Mezahi est nommé président de la Commission Régionale d'arbitrage de la Ligue Constantinoise de Football (LCP), puis membre de la commission central d'arbitrage de la FAF. Le 24 juin der-

nier, une délégation de l'instance représentée par les membres du Bureau fédéral, Amar Bahoul, Mohamed Ghouti et Hacène Azroul, lui a rendu visite à son domicile lui rendant un vibrant hommage pour l'ensemble de sa longue et riche carrière.

En cette douloureuse circonstance, le président de la FAF, Khiredine Zetichi et les membres du Bureau fédéral présentent leur sincères condoléances à la famille du défunt Mohamed Mezahi et à ses proches, tout en compatissant à leur peine.

LIGUE 1 FRANÇAISE (OGC NICE)

Boudaoui reprendra la course dans quelques semaines, assure Vieira

Le milieu international algérien de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football) Hicham Boudaoui, victime d'une lésion méniscale, reprendra la course dans quelques semaines, a affirmé vendredi l'entraîneur de la formation azuréenne Patrick Vieira.

«Hicham Boudaoui se remet doucement. Il lui reste encore quelques semaines avant qu'il puisse reprendre la course», a indiqué le coach niçois, lors d'une conférence de presse.

L'ancien international français, s'exprimait deux jours avant le premier match de la saison 2020-2021, dimanche en déplacement face au nouveau promu

le RC Lens (16h00, algériennes). Toutefois, la tenue de cette rencontre est menacée en raison de la découverte vendredi de deux cas positifs au sein de l'effectif niçois.

«On a effectivement deux joueurs positifs. Notre docteur est en communication avec ces joueurs-là. Ils ont été mis à l'isolement. On fera d'autres tests d'ici à demain.

On attendra le résultat pour voir les étapes à suivre», a-t-il affirmé, sans pour autant dévoiler l'identité de ces deux joueurs.

Boudaoui (20 ans) a quitté prématurément le 4 août le stage de l'OGC Nice, effectué en Au-

triche, après avoir été touché au genou lors du match amical face aux Slovaques du FK DAC 1904 (6-0). Arrivé à Nice en septembre 2019 pour un contrat de quatre ans, Boudaoui (20 ans) a disputé 13 matchs toutes compétitions confondues pour sa première saison en France, marquant 2 buts et délivrant 2 passes décisives.

Il figurait dans la liste des 23 joueurs retenus pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte, prenant part notamment à un match en tant que titulaire, lors du premier tour face à la Tanzanie (3-0).

TUNISIE

Décès de l'ancien international Hammadi Agrebi

L'ancien international tunisien Hammadi Agrebi, qui avait participé avec les Aigles de Carthage à la Coupe du Monde 1978 en Argentine, est décédé vendredi des suites d'une longue maladie à l'âge de 69 ans.

Hammadi Agrebi, de son vrai nom Mohamed Ben Rhaïem est considéré comme l'un des meilleurs joueurs tuni-

siens de tous les temps qui a notamment brillé lors de la coupe du monde 1978 en Argentine.

Surnommé le magicien des deux générations, Agrebi a commencé sa carrière en 1963 au sein du CS Sfaxien où il est passé par les différentes catégories d'âge pour devenir ensuite l'une des pièces maîtresses du

club de la capitale du Sud. Il a rattrapé les crampons en 1989 après un parcours exceptionnel aussi bien sur la scène nationale qu'internationale qui l'a vu remporter notamment le soulier d'or de meilleur joueur tunisien lors de la saison 1974-1975.

Il fut également sacré champion de Tunisie à trois reprises sous

le maillot sfaxien lors des saisons 1970-71, 1977-78 et 1982-83 comme il a remporté la coupe de Tunisie en 1971.

Le défunt comptait deux expériences professionnelles avec Al-Nasr saoudien (1978-1979) et Al Ai n émirati (1980-1981) avec lequel il a remporté le titre de champion des Emirats cette saison-là.

AFRIQUE

La CAF s'allie avec l'UEFA pour le développement des Ligues nationales en Afrique

La Confédération africaine de football (CAF), en partenariat avec l'Union européenne de football (UEFA), s'est lancée dans un projet de développement des Ligues nationales en Afrique, dans le but d'améliorer la structure organisationnelle et la durabilité économique des compétitions, rapporte l'instance continentale dans un communiqué publié sur son site officiel.

Intitulé «programme de la CAF et d'UEFA Assist pour le développement des ligues», le projet vise à aider les associations membres à professionnaliser leurs ligues et à développer leurs clubs, tout en assurant une croissance pérenne du football, précise la même source.

Le programme, un partenariat entre les deux confédérations, «favorisera le dialogue avec les principales parties prenantes et soutiendra les associations membres à travers des compétences et des techniques en faveur de mesures standardisées capables de garantir la durabilité des ligues nationales de football», souligne la CAF.

Le programme «se concentrera également sur le modèle compétitif approprié, la valorisation du football, la viabilité financière et l'organisation de compétitions de ligue dans les paramètres de l'excellence».

En outre, une équipe d'experts effectuera un examen opérationnel de la structure de la compétition, de l'image de marque, de la commercialisation, des aspects financiers et de gouvernance de la ligue nationale, pour aboutir à des recommandations et guider la ligue à travers un programme de mentorat.

«Les ligues nationales représentent l'image la plus visible du football dans une association membre et le succès des clubs est directement lié à la force de la ligue.

Il est donc impératif d'avoir des normes dans tous les aspects de la ligue dans des domaines clés tels que les compétitions, la gouvernance, les opérations, la communication et la génération de revenus», a déclaré le secrétaire général adjoint de la CAF, le Ghanéen Anthony Baffoe.

Avec un coup d'envoi prévu en septembre prochain, le Ghana et le Rwanda ont été sélectionnés pour le projet pilote du programme de développement des ligues lancé par la CAF et UEFA Assist, qui comprend huit modules de formation sur des sujets clés liés au développement des ligues et à la planification opérationnelle menant aux meilleures pratiques.

«Nous sommes ravis d'offrir nos connaissances, notre assistance et notre expertise à la CAF afin de l'aider à développer et à renforcer les ligues nationales à travers le continent», a déclaré Zoran Laković, directeur de la division associations nationales de l'UEFA. Lancé en 2017, le programme UEFA Assist vise à fournir une assistance à d'autres confédérations et à leurs associations membres afin de développer et de renforcer le football à travers le monde.

LIGUE 1 - CS CONSTANTINE

Le défenseur Salhi prolonge son contrat, Zaïlani et Haddad OK pour rester

Le défenseur du CS Constantine Yacine Salhi, en fin de contrat, a prolongé pour deux saisons son bail le liant avec le pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé le club de l'Est vendredi. Considéré comme l'un des tauliers de la formation constantinoise, Salhi (26 ans), avant rejoint le CSC en 2018 en provenance du MO Béjaïa (Ligue 2/ Algérie). Le joueur était convoité en 2019 par l'ES Sahel (Tunisie), mais le joueur avait décidé de poursuivre son aventure avec le club de «Cirta».

Par ailleurs, le défenseur Nacreddine Zaïlani et le milieu de terrain Fouad Haddad ont donné leur accord final à la direction pour prolonger leur contrat, en attendant l'attaquant Ismaïl Belkacemi. Outre l'objectif de préserver l'ossature de l'équipe, le CSC a entamé le marché des transferts en force, en assurant jusque-là les services de quatre nouveaux joueurs : les défenseurs Idir Mokeddem et Ahmed Maâmeri (WA Boufarik), l'attaquant Fayek Amrane (CA Batna), et le milieu de terrain Mohamed Amine Baghdaoui (ASM Oran).

Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abde lkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans. Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018. Il avait dirigé par la suite la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida.

Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du CR Belouizdad, désigné «à titre exceptionnel» champion d'Algérie.

L'Algérien Lekhal (Le Havre) vers le championnat saoudien

Le milieu international algérien du Havre AC (Ligue 2 française de football) Victor Lekhal, devrait bientôt prendre la direction du championnat saoudien, a annoncé le club havrais.

«Il y a effectivement une forte probabilité que Lekhal nous quitte, pour aller en Arabie Saoudite, a indiqué le président du Havre, Vincent Volpe dans un entretien accordé au quotidien régional Paris-Normandie.

Le premier responsable du Havre a ajouté que le club pense déjà à son remplacement : «Si Victor Lekhal nous quitte, nous ferons en sorte de le remplacer.

Plus globalement, par rapport à notre recrutement du moment, et à bien d'autres choses, je peux même dire que les signaux sont aujourd'hui positifs», a expliqué Volpe, sans pour autant dévoiler l'identité du club qui a sollicité les services du milieu algérien.

Victor Lekhal (26 ans) dont le contrat avec le Havre arrive à terme 2023, avait honoré en mars 2019 dernier sa première sélection nationale, lors du match amical contre la Tunisie (1-0), en préparation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, remportée par les «Verts» en Egypte.

Lors de la rencontre, Lekhal avait été victime d'une rupture des ligaments croisés du genou droit, la troisième au cours de sa carrière.

Après son forfait pour la CAN, le joueur avait subi une intervention chirurgicale et une phase de rééducation étalée sur six mois, avant de reprendre les entraînements.

LIGUE 1 - TRANSFERTS El-Orfi première recrue estivale du NAHD

Le milieu défensif Hocine El-Orfi, est devenu la première recrue estivale du NA Hussein-Dey, en s'engageant pour un contrat de deux saisons, a appris l'APS vendredi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Il s'agit d'un retour pour El-Orfi (33 ans), qui avait déjà porté les couleurs des «Sang et Or» pendant trois saisons (2016-2019), avant de rejoindre le NC Magra (Ligue 1). Le natif de Boussaâda avait eu une courte expérience cette année avec la formation saoudienne d'Al-Mojzel (Div.2), avant de décider de rentrer au pays cet été. Par ailleurs, le Nasria est toujours à la recherche d'un nouvel entraîneur en vue de la saison prochaine.

Le nom de l'ancien coach de l'USM Alger, Mounir Zeghdoud revient avec insistance du côté du NAHD, lui qui avait affirmé, dans une déclaration accordée à l'APS, avoir donné son accord de principe. Relégué avant la suspension de la compétition, le NAHD a été finalement maintenu parmi l'élite, après l'adoption par les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) du choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale, pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre.

La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'ont pas encore été fixés.

LIGUE 1 FRANÇAISE (TRANSFERTS) Accord verbal trouvé entre Leicester et le Stade Rennais pour Slimani

L'attaquant international algérien Islam Slimani de Leicester City (Premier league anglaise de football), dont l'option d'achat n'a pas été levée par l'AS Monaco, devrait officialiser son transfert incessamment avec le Stade Rennais (Ligue 1/France), suite à un accord verbal trouvé entre les deux clubs, rapporte vendredi soir le site Foot Mercato.

«Le club breton et Leicester se sont rapprochés ces dernières heures et un accord verbal a même été trouvé avec les Foxes pour un transfert de l'attaquant international algérien», écrit la même source. Auteur d'une saison correcte avec le club monégasque, Slimani n'a pas réussi à convaincre les dirigeants de Monaco, qui ont décidé de ne pas lever l'option d'achat ou même demander un second prêt. Selon Foot Mercato, «le club breton est proche d'un accord avec Leicester pour le champion d'Afrique 2019.

Tous les détails ne sont pas encore réglés, mais la transaction pourrait s'effectuer autour des 8 millions d'euros.

Leicester, qui ne compte plus du tout sur son attaquant recruté à prix d'or au Sporting CP en 2016 (30 millions d'euros), est plus que jamais ouvert à l'idée de voir Slimani quitter définitivement le club.

Prêté par les «Foxes» à l'AS Monaco lors du précédent



exercice, Slimani (32 ans) a signé une saison 2019-2020 probante (9 buts, 8 passes décisives en 18 matches de championnat) et son entente avec Wissam Ben Yedder a été plus que prolifique. «Nul doute

qu'une association avec Mbaye Niang promet déjà beaucoup. D'autant qu'à Rennes, Slimani devrait bénéficier de la confiance de Florian Maurice et de Julien Stéphan qui sont convaincus des qualités in-

trinsèques de l'attaquant qui aurait une belle occasion d'évoluer en Ligue des Champions, lui qui a discuté récemment avec l'OM et avec des clubs du Moyen-Orient», conclut la même source.

Le Betis Séville repousse une offre de Nice pour Mandi

Le Betis Séville (Liga espagnole de football), a repoussé une offre de l'OGC Nice (Ligue 1/France) pour le défenseur international algérien Aïssa Mandi, a rapporté jeudi le journal espagnol Mundo Deportivo.

Selon la même source, l'OGC Nice, s'est positionné dans le dossier de Mandi, formulant une première offre pour le Betis qui aurait été déclinée par les dirigeants du club andalou.

Mundo Deportivo a ajouté que le club français où évoluent également les deux

internationaux algériens : Youcef Atal et Hicham Boudaoui, n'aurait pas renoncé et compte revenir à la charge.

Mandi (28 ans), à qui il reste un an de contrat seulement avec le Real Betis a une clause libératoire de 30 millions d'euros et sa valeur marchande est estimée à 12 millions d'euros.

Début août, Mandi a été annoncé à Liverpool, par le Daily Mirror, pour remplacer Dejan Lovren qui a rejoint le club russe du Zénith Saint-Petersbourg.

Le même média anglais avait révélé

que Liverpool a vu son offre initiale de 9 millions de livres sterling (10 millions d'euros) pour racheter le contrat de Mandi, rejetée par le Real Betis.

La direction de s Beticos avait exigé 10,8 millions de livres sterling (12 millions d'euros) pour libérer son joueur au profit du champion de la Premier League. Le défenseur international algérien avait été annoncé en Turquie chez Fenerbahçe qui serait aussi en pole position pour racheter le contrat du champion d'Afrique en titre.

TUNISIE

L'ES Sahel dément être en contact avec Nabil Kouki

L'Etoile Sportive du Sahel a démenti jeudi sur sa page officielle Facebook être en négociations avancées pour diriger la barre technique de l'ES Sahel (Ligue 1/Tunisie).

Kouki (50 ans), qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheireddine Madoui, est parvenu à redresser la barre en championnat, permettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement, terminant la saison

2019-2020, définitivement arrêtée en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), à la troisième place derrière le CR Belouizdad (champion) et le MC Alger.

En Coupe d'Algérie, l'ESS est toujours en course pour se qualifier au dernier carré.

Elle devait affronter son voisin le CABB Arréridj en quarts de finale (retour), après avoir fait match nul 1-1 à l'aller à Bordj. La Fédération algérienne (FAF) est dans l'attente

de la réponse du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour se prononcer sur la suite à donner à l'épreuve populaire. L'ES Sahel est dirigée actuellement par le coach Nawfel Chebil.

Depuis leur retour de la compétition le 3 août dernier, les étoilés ont remporté et un nul face au leader, l'Espérance Sportive de Tunis, occupant ainsi après 20 journées, la 4e place du classement général de la ligue 1, avec 34 points.

LIGUE 1 - TRANSFERTS Mokeddem (WAB) nouvelle recrue estivale du CSC

Le défenseur du WA Boufarik Idir Mokeddem (26 ans), s'est engagé jeudi pour un contrat de deux saisons avec le CS Constantine, a appris l'APS auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Mokeddem rejoint ainsi son ancien coéquipier au WAB Ahmed Maâmeri (WA Boufarik), qui a paraphé un contrat de trois saisons.

Le club constantinois a assuré également les services de l'attaquant du CA Batna, Fayek Amrane, et du milieu de terrain Mohamed Amine Baghdaoui

(ASM Oran), qui se sont engagés également pour trois saisons.

Outre l'opération de recrutement, la formation de l'Est a enregistré il y a quelques jours la désignation de Yazid Laâla à la tête du Conseil d'administration. Ce cadre dirigeant au sein de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), actionnaire majoritaire, succède à Saïd Naouri.

Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans. Amrani (64 ans) revient ainsi

sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018.

Puis il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida.

Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du CR Belouizdad, déclaré «à titre exceptionnel» champion d'Algérie.

La Juventus prête à rapatrier Vidal ?

Alors que le FC Barcelone ne dirait pas non à un départ d'Arturo Vidal, ce dernier pourrait effectuer un incroyable comeback du côté de la Juventus. En effet, La Cuarta révèle qu'Andrea Pirlo, fraîchement nommé à la tête de la Juventus aimerait ramener son ancien compère au milieu de terrain et l'aurait même personnellement appelé afin que le Chilien, qui a déjà porté les couleurs des Bianconeri pendant quatre ans (2011-2015) vienne à nouveau garnir les rangs du champion d'Italie. L'Italien en aurait même fait une de ses priorités alors que Gianluigi Buffon aimerait lui aussi beaucoup retrouver l'actuel milieu du Barça. Reste à savoir si cet intérêt se traduira par une offre dans les prochaines semaines.



LE FC SÉVILLE NÉGOCIE POUR GARDER BOUNOU

Gros changement de situation pour Yassine Bounou. Indésirable il y a quelques mois, le portier marocain, majestueux en Europe League, a séduit les dirigeants du FC Séville qui pensent sérieusement à transformer son prêt en achat.

Belle revanche pour Yassine Bounou. Alors que la direction du FC Séville ne souhaitait pas le garder au-delà de son prêt, l'international marocain a montré sur le terrain qu'il était indispensable à la formation espagnole.

Héros en demi-finale face à Manchester United dimanche dernier, Yassine Bounou, qui avait très peu joué cette saison, a montré l'étendu de son talent en Europa League.

Des prestations XXL qui n'ont pas manqué de faire réagir Séville qui veut désormais en faire un joueur permanent de son équipe.

Selon la presse espagnole, la direction andalouse aurait déjà entamé les négociations avec Gérone, club auquel de Lion de l'Atlas appartient pour l'instant.

Les pourparlers se poursuivront après les résultats de la Europa League.

LAUTARO MARTINEZ PRIORITÉ DE MAN CITY

Manchester City serait déterminé à se payer les services de l'attaquant de l'Inter Milan, Lautaro Martinez.

Après le FC Barcelone, c'est au tour de Manchester City de passer à l'offensive pour le recrutement de Lautaro Martinez, le jeune et brillant attaquant de l'Inter Milan. Le quotidien The Sun indique que les Eastlands et leur manager Pep Guardiola sont convaincus que l'international albicelleste est l'élément susceptible de raviver leur secteur offensif et aussi assurer la relève après le départ de Sergio Agüero. Ce dernier n'ayant plus qu'un an de contrat du côté de l'Etihad Stadium.

Lautaro Martinez a longtemps espéré rejoindre le Barça, mais le club catalan n'a pas pu réunir les fonds nécessaires pour l'entraîner. L'Inter ne cédera pas son joueur pour moins de 90M€. Un montant qui ne devrait, en revanche, pas décourager les responsables de City. Suite à la levée de la sanction de l'UEFA pour une participation à la Ligue des Champions, le club anglais envisage de frapper fort sur le marché des transferts et se donner tous les moyens nécessaires pour reconquérir la Premier League, voire gagner la Ligue des Champions.

Lukaku égale le record de Ronaldo

La folle saison de Romelu Lukaku s'est achevée vendredi lors de la finale de la Ligue Europa, vendredi soir. L'attaquant belge, fauché par Diego Carlos, a ouvert le score sur penalty pour l'Inter Milan face au Séville FC (5e). L'ancien joueur de Manchester United a ainsi inscrit son 34e but toutes compétitions confondues et égale le record de buts pour un Nerazzurro sur sa première saison. C'est la légende brésilienne Ronaldo qui avait jusque-là frappé à 34 reprises en 1997-1998, lors de sa première année à l'Inter. La formation lombarde s'est néanmoins inclinée face aux Andalous (3-2) et c'est Romelu Lukaku qui a offert la victoire à Séville en déviant dans son but un retourné de... Diego Carlos, à la 74e minute de la rencontre.



THIAGO SILVA INTÉRESSÉ PAR CHELSEA ?

A la recherche de renforts pour sa défense, Frank Lampard aidé de ses dirigeants multiplie les pistes. L'une d'elles mènerait au défenseur et capitaine du PSG, Thiago Silva. Selon des informations rapportées par le média The Athletic, Chelsea suivrait avec attention la situation de Thiago Silva. Le défenseur et capitaine du PSG pourrait quitter le club parisien à la fin de la saison surpitaine du PSG pour rejoindre Chelsea. Des discussions ont été entamées entre le club anglais et le défenseur central brésilien, qui serait fortement séduit par l'intérêt des Blues. Outre le club londonien, Everton et la Fiorentina seraient également intéressés par l'international brésilien âgé de 35 ans désormais.

LE PRIX DE JAN OBLAK FIXÉ !

Courtesy par Chelsea, Jan Oblak ne partirait pas de l'Atlético Madrid pour moins de 120 millions d'euros.

Arrivé à l'Atlético Madrid en 2014 pour remplacer Thibaut

Courtois, Jan Oblak est devenu l'un des meilleurs gardiens au monde avec les Colchoneros. De quoi attirer forcément des courtisans et notamment Chelsea, qui se chercherait un nouveau gardien titulaire après les performances décevantes de Kepa Arrizabalaga, recruté 80 millions d'euros à l'Atlético Bilbao en 2018. Mais pour s'offrir le gardien slovène, les Blues devront payer 120 millions d'euros, soit le montant de sa clause libératoire, à en croire les informations du média espagnol AS. Un prix qui devrait refroidir les dirigeants londoniens, dont la cible prioritaire cet été reste toujours Kai Havertz, la pépite allemande du Bayer Leverkusen.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué samedi un communiqué de la présidence de la République. "Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera demain dimanche

23 août 2020 la réunion périodique du Conseil des ministres via visioconférence", a-t-on précisé de même source. Le Conseil des ministres continuera, lors de sa réunion à examiner les exposés sur la relance et le développement des activités sectorielles qui s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle approche socio-économique en sus du projet de réalisation de la Grande Mosquée d'Alger, a conclu le communiqué.

Le Président Tebboune : "l'inauguration officielle de la Grande Mosquée d'Alger aura lieu le 1^{er} novembre prochain"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé jeudi que l'inauguration officielle de la Grande Mosquée d'Alger aura lieu le 1^{er} novembre prochain qui coïncidera avec le 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale. Le Président Tebboune effectuait une visite de travail à la Grande Mosquée d'Alger où il a inspecté les différents compartiments de la Mosquée, troisième plus grand édifice du genre dans le monde après ceux de la Mecque et de Médine.



"Une instance scientifique de haut rang et une grande société pour la gestion de la Grande Mosquée"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a souligné, jeudi lors de sa visite de travail et d'inspection à la Grande mosquée la nécessité de créer une instance scientifique "de haut rang et une grande société" pour gérer cette infrastructure dont l'inauguration est prévue pour le 1^{er} novembre.

Lors de sa visite d'inspection des structures de la mosquée, coïncidant avec la célébration du Nouvel an de l'hégire et de la Journée nationale du moudjahid, le Président Tebboune a indiqué que "l'inauguration de la Grande mosquée interviendra le 1^{er} Novembre, ce qui sera de bon augure, étant donné que nous sommes des Novemberistes", a-t-il précisé. Le Président de la République a instruit, en outre, le ministre des Affaires religieuses à l'effet de procéder à la mise en place d'"une instance scientifique de haut rang" qui se chargera de l'aspect scientifique de cet édifice, appelant à "faire appel aux grands instituts de par le monde, pour peu que le référent religieux national puisé de la modération et du juste milieu soit respecté, mais aussi aux contributions internationales du monde musulman, à l'exclusion de ce qui s'oppose à nos orientations", a-t-il insisté.

Le Président Tebboune a également donné des orientations quant à la nécessité de coordonner avec le Premier ministre à l'effet d'établir un contrat avec une "grande" société pour les besoins de la maintenance et de l'entretien de toutes les structures, ajoutant qu'"entretenir la 3^e plus grande mosquée au monde après celles des deux Lieux Saints requiert une société qui soit à la hauteur de la société qui gère l'un des deux lieux saints".

La mission de cette société qui devra être en mesure de prendre en charge 30 hectares, les structures comprises", portera sur "la sécurité, l'entretien et l'enseignement", tout en lui accordant la possibilité de "sous-traiter avec des start-ups" pour effectuer d'autres tâches, a-t-il expliqué.

Concernant la personnalité nationale qui présidera cet édifice religieux, le Président Tebboune a préconisé qu'elle soit une personnalité "saisissant de compétences religieuses et scientifiques", car, a-t-il ajouté, "il s'agit d'un grand complexe qui abrite une mosquée, un institut, une bibliothèque et un

service d'exploitation et de rénovation des manuscrits et qui suscitera certainement un grand engouement".

Dans ce cadre le Président de la République a donné une instruction pour que cet édifice scientifique assure "une formation en post-graduation pour les universités algériennes et africaines et une formation de haut niveau pour les imams".

Après avoir visionné une diaporama sur les différentes étapes de réalisation de cet édifice au pavillon de l'Imam, M. Tebboune a inspecté le système parasismique adopté pour la réalisation dudit projet. Il a visité également la Salle de prière où il a accompli la prière de salutation de la mosquée (Tahiyat El Massajid), en mettant en avant l'importance "de préserver cette salle, réalisée par de la matière première locale et décorée par des Algériens".

Lors de sa visite le Président de la République a inspecté le Minaret et ses structures annexes, le Centre culturel, la bibliothèque et la Maison du Coran (Dar El Qoran).

Le Président Tebboune a été accueilli, à son arrivée à la Grande Mosquée, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, le Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum, le ministre Conseiller à la communication, porte-parole officiel de la

Présidence de la République, Belaid Mohand Oussaïd et le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem. Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Youcef Belmeïdi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, le président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah, ainsi que le wali d'Alger, Youcef Cherfa, étaient également parmi les personnalités présentes.

Plus grande mosquée d'Afrique et Troisième plus grande au monde

Déployée sur une superficie de 30 hectares, cet édifice religieux, scientifique et touristique, dispose de 12 bâ-

tisses complémentaires bâties sur 400 mètres carrés.

Érigée au cœur de la capitale sur le territoire de la commune de Mohammadia, la Grande mosquée d'Alger, compte une salle de prière de 20.000 m² pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles. Cette salle se démarque par des colonnes octogonales décorées de marbre et par un grand mihrab (utilisé par l'imam pour diriger les prières) et par les 6 (six) kilomètres d'écritures calligraphiques, dont certaines ont été gravées sur du marbre et de la pierre avec un système de laser, décorant la salle de prière ainsi que les différents autres espaces du monument. La mosquée, est la plus grande d'Afrique et la troisième plus grande au monde après Masjid Al-Haram de la Mecque et Masjid Al-Nabawi de Médine et constitue un vrai chef-d'œuvre architectural et religieux multifonctionnel ces bâtiments alliant modernité et authenticité. La grande mosquée d'Alger est dotée d'un système parasismique installé en bas de l'édifice pour absorber jusqu'à 70% de la puissance des secousses. Quant au minaret, le plus haut au monde, long de plus de 265 mètres il comporte 43 étages desservis par des ascenseurs panoramiques permettant d'observer la baie d'Alger et ses environs. Chaque étage est doté d'un espace fonctionnel dont une aire d'entrée spacieuse, avec un grand foyer, prévu au pied du minaret, un musée et un centre de recherche pour l'art et l'histoire islamiques. "Djamaa El Djazaïr" compte également une maison du Coran "Dar El Qoran", d'une capacité de 1500 places, dédiée aux étudiants post-gradués algériens et étrangers en sciences islamiques et sciences humaines et cette école est renforcée par des salles de cours, une médiathèque, une salle de conférence et un internet.

La mosquée compte d'autres bâtiment à l'instar d'un centre culturel comportant un grand hall pour l'exposition et une grande bibliothèque riche d'un fonds bibliothécaire d'un million de livres. L'édifice comprend également une piste d'atterrissage des hélicoptères et un parking de stationnement d'une capacité de 4.000 places construit sur deux niveaux au sous-sol, d'une immense esplanade, entourée de jardins et de bassins.

Le Président Tebboune préside la sortie de trois promotions d'officiers à l'Académie militaire de Cherchell

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé samedi à l'Académie militaire de Cherchell "Houari-Boumediène" la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers. Il s'agit de la 13^{ème} promotion de formation militaire commune de base, la 51^{ème} promotion de formation fondamentale et la 4^{ème} promotion des officiers de la session Master. Le Président de la République a été accueilli à son ar-



rivée, dans la matinée, à l'Académie par le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'Armée, Saïd Chagnegriha, le commandant de la 1^{ère} Région militaire, Ali Sidane, et le commandant de l'Académie, le général-major Salim Grid. Le Président Tebboune s'est ensuite recueilli devant la stèle commémorative à la mémoire du défunt président Houari Boumediène, dont l'Académie porte le nom, et a récité la Fatihah du saint Coran.

Le Président Tebboune inaugure le Cercle du site de l'ANP à Ain Naadja

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a inauguré, jeudi à Ain Naadja (Alger), le Cercle du site de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant de la première Région militaire (1^{ère} RM) à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid.

À l'entrée du site, le Président Tebboune a été accueilli par le général de corps d'Armée, chef d'Etat-major de l'ANP, Saïd Chagnegriha, accompagné du général d'Armée, Ali Ben Ali, Commandant de la Garde républicaine, du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des Commandants des forces armées, du Commandant de la 1^{ère} Région militaire, de chefs de départements et de directeurs centraux.

Après avoir écouté l'hymne national, le Président de la République a reçu les honneurs de la part de différentes compositions des unités de l'ANP et suivi un exposé présenté par le directeur du Service social du MDN, le Général major Dahmani Zerrouk, sur cette structure inaugurée dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du moudjahid (double anniversaire du 20 août 1955 et 1956).

Classé trois étoiles, ce Cercle, dont la superficie totale est de 5 hectares, abrite notamment un hôtel de 80 chambres et 5 ailes, deux messes, une salle de conférences, deux salles polyvalentes (500 et 800 places), trois stades, des espaces récréatifs et un théâtre, a fait savoir le Général major Dahmani.

Précisant que ce bâtiment est implanté au milieu d'un ensemble de structures, notamment le Commandement des Forces terrestres, l'Hôpital central de l'Armée et un ensemble de cités

militaires de quelque 1200 logements, il a rappelé que ce projet s'inscrit dans le cadre d'autres projets réalisés par le MDN dans les différentes Régions militaires et grands axes de déplacements des militaires et cadres de l'Etat. A cette occasion, le Président de la République a déclaré que ce Cercle ainsi que les autres étaient "le minimum à offrir aux officiers et sous-officiers de l'Armée nationale populaire (ANP)", après tous leurs efforts dans la protection des frontières et la défense de l'intégrité du pays.

Le Président Tebboune a écrit sur le Registre d'or du Club que cette nouvelle réalisation que "nous inaugurons aujourd'hui est un acquis qui renforce l'édifice de l'Hôpital central de l'Armée, () dont je salue, en cette occasion, les officiers en charge de sa gestion, l'ensemble des staffs médical et paramédical, ainsi que le personnel veillant à la préservation de sa notoriété et son rang de l'une des citadelles de prise en charge sanitaire relevant de l'ANP".

"En ces jours bénis de commémoration des Gloires de la Nation et de recueillement devant les sacrifices des Chouhada et Moudjahidine (), nous avons en mémoire les images héroïques de l'Armée de libération nationale (ALN), dont la digne héritière ANP est en droit de s'enorgueillir de toutes ses infrastructures et réalisations au service des vaillants enfants d'Algérie affiliés aux institutions militaires", a ajouté M. Tebboune. Et d'ajouter que: "en contrepartie des nobles missions nationales dont ils s'acquittent avec dévouement et abnégation, ils méritent que leurs soient offerts tous les moyens de services et de logistique dans les domaines sanitaire, social et récréatif".